



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO

PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE DE L'OUEST

Turbulences lointaines, chocs familiais

Jun 2026





BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO

PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE DE L'OUEST

Turbulences lointaines, chocs familiaux

Juin 2026

©2026 Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO

Tous droits réservés. Publié en 2026.

« Perspectives de développement en Afrique de l'Ouest » (PDAO) est une publication annuelle éditée par les services de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC). Les opinions, projections et recommandations de politique publique qui y sont exprimées ne sont pas nécessairement celles de la BIDC, de son Conseil d'administration, Conseil des gouverneurs ou des pays qu'elle représente. Ces opinions sont exclusivement celles du personnel de la Banque.

La Banque autorise l'impression ou la copie des informations contenues dans le présent document uniquement à des fins personnelles et non commerciales, avec mention expresse du nom de la Banque.

Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO

128, Boulevard du 13 janvier

BP 2704, Lomé — Togo

Tel : (+228) 22 21 68 64

Fax : (+228) 22 21 86 84

Site Web : www.bidc-ebid.org

X : @BIDC_EBID

Facebook : @EBIDofficial

LinkedIn : BIDC-EBID

YouTube : @BIDC_EBID

ABRÉVIATIONS

AES	Alliance des États du Sahel
ASS	Afrique subsaharienne
BIDC	Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO
CAE-5	Communauté d'Afrique de l'Est (Kenya, Tanzanie, Ouganda, Rwanda et Burundi)
CBN	Banque centrale du Nigeria
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CER	Communautés économiques régionales
EA	Économies avancées
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMI	Fonds monétaire international
GDIZ	Zone industrielle de Glo-Djigbé
IPPA	Indice des prix des produits alimentaires
MEED	Marchés émergents et Economies Emergents et en Développement
OIT	Organisation internationale du travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
PDAO	Perspectives de développement en Afrique de l'Ouest
PIB	Produit intérieur brut
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PPA	Parité de pouvoir d'achat
RAO	Reste de l'Afrique de l'Ouest
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
UDAA	Union douanière d'Afrique australe
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UMA	Union du Maghreb arabe
ZLECAF	Zone de libre-échange continentale africaine
ZMAO	Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest
ZMAO+	ZMAO plus le Cabo Verde



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO

AVANT-PROPOS



Les pays d'Afrique de l'Ouest ont fini l'année 2025 sur une note plutôt positive, la quasi-totalité des indicateurs macroéconomiques évoluant dans la bonne direction. Cette performance est l'une des plus impressionnantes enregistrées depuis longtemps en période normale. Le produit intérieur brut (PIB) a connu une croissance modérée de 4,8 %, l'inflation moyenne a nettement baissé de près de neuf points de pourcentage pour s'établir à 16,8 %, le solde budgétaire s'est resserré à -2,6 % du PIB, le ratio de la dette par rapport au PIB s'est allégé à 49,3 % et le solde du compte courant s'est amélioré pour afficher un excédent de 1,8 % du PIB. Ces résultats ont constitué une base solide pour la poursuite de la croissance économique en 2026.

Cependant, l'onde de choc de la guerre au Moyen-Orient a suscité des incertitudes quant à la poursuite des progrès initialement prévus pour 2026. Le détroit d'Ormuz est devenu le centre névralgique de la guerre. En tant que passage stratégique pour l'approvisionnement maritime en pétrole brut, en gaz naturel liquéfié et en engrais, entre autres, le détroit joue un rôle majeur dans le commerce mondial. Le blocus imposé a restreint l'approvisionnement en ces produits essentiels, entraînant une hausse des prix et déclenchant l'adoption de mesures budgétaires visant à atténuer les difficultés économiques subies par les populations. Les prix des produits pétroliers ont augmenté, tout comme ceux des engrais, en raison de la réduction manifeste du trafic maritime dans le détroit. Il en a résulté des effets inflationnistes dans certains pays d'Afrique de l'Ouest.

Les pays d'Afrique de l'Ouest ont fini l'année 2025 sur une note plutôt positive, la quasi-totalité des indicateurs macroéconomiques évoluant dans la bonne direction. Cette performance est l'une des plus impressionnantes enregistrées depuis longtemps en période normale.

Le dollar américain s'est raffermi après le début de la guerre, entraînant un affaiblissement des monnaies dans toute la sous-région. Le coût élevé des importations, principalement lié aux importations d'énergie et de denrées alimentaires, la baisse du cours de l'or et le ralentissement de la demande des principaux produits d'exportation constituent autant de risques pour les réserves internationales, ce qui exerce une pression supplémentaire sur les monnaies nationales. La hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires,

conjuguée à la dépréciation monétaire, sont des facteurs d'inflation qui, à leur tour, affecteront l'équilibre budgétaire par le biais des subventions, des réductions d'impôts et des coûts d'approvisionnement directs, ce qui pourrait entraîner un recours accru à l'endettement.

Si la guerre au Moyen-Orient se déroule loin de la sous-région, ses répercussions ne sont que trop familières. D'où le titre du rapport «Perspectives de développement en Afrique de l'Ouest (PDAO) 2026» : «**Turbulences lointaines, chocs familiers**». Il indique que les chocs provoqués par la guerre sur la sous-région ne diffèrent pas fondamentalement de ceux causés par la guerre en Ukraine en 2022-2024 ou par la COVID-19 en 2020-2023. Même si les régions sont différentes et éloignées, les chocs sont similaires et familiers.

D'où le titre du rapport «Perspectives de développement en Afrique de l'Ouest (PDAO) 2026» : «**Turbulences lointaines, chocs familiers**». Il indique que les chocs provoqués par la guerre sur la sous-région ne diffèrent pas fondamentalement de ceux causés par la guerre en Ukraine en 2022-2024 ou par la COVID-19 en 2020-2023. Même si les régions sont différentes et éloignées, les chocs sont similaires et familiers.

En dépit des difficultés que la guerre a mises en évidence dans la sous-région, une lueur d'espoir se profile à l'horizon. Le Nigeria, pays le plus peuplé du continent, a pratiquement atteint l'autosuffisance en engrais et dispose de la capacité nécessaire pour fournir des produits pétroliers raffinés à la sous-région. Les pays de la sous-région, qui ont été frappés continuellement par des chocs externes au cours des six dernières années, ont une occasion unique de s'unir pour renforcer le commerce intrarégional, en commençant par les besoins fondamentaux tels que les produits pétroliers raffinés, les engrais et les denrées alimentaires. Outre les considérations de proximité, cette dynamique permettra de protéger la sous-région des répercussions directes des chocs extérieurs au continent, tout en réduisant les coûts de transport et de fret.

Au-delà des interventions budgétaires à court terme des gouvernements, il est impératif de réfléchir sérieusement au développement des capacités locales en matière de raffinage du pétrole brut, de fabrication d'engrais et de production alimentaire pour assurer la souveraineté à moyen et long terme. Car, tout compte fait, les chocs sont appelés à perdurer.

Dr. George Agyekum Donkor

Président de la BIDC et de son Conseil d'Administration





BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO



SOMMAIRE

ABRÉVIATIONS	i
AVANT-PROPOS.....	ii
SOMMAIRE.....	01
GRAPHIQUES	02
ENCADRÉS	03
POINTS SAILLANTS	04
CROISSANCE CONSTANTE, BAISSÉ REMARQUABLE DES PRIX	08
PERSPECTIVES PROMETTEUSES, MAIS FRAGILES	18
POTENTIEL DE CROISSANCE.....	23
RISQUES DE DÉTÉRIORATION	25
UNE GUERRE LOINTAINE, DES CHOCS FAMILIERS	28
RENFORCER LA RÉSILIENCE	34
RÉFÉRENCES	36
FICHES PAYS.....	37
ANNEXES.....	53



GRAPHIQUES

Graphique 1 : Croissance du PIB mondial	10
Graphique 2 : Croissance sous-régionale de l'ASS.....	10
Graphique 3 : Croissance des pays d'Afrique de l'Ouest	11
Graphique 4 : Ventilation du PIB dans la région ouest-africaine.....	11
Graphique 5 : Inflation mondiale moyenne.....	12
Graphique 6 : Indice des prix des produits alimentaires	12
Graphique 7 : Inflation moyenne sous-régionale en Afrique subsaharienne	12
Graphique 8 : Inflation moyenne en Afrique de l'Ouest	13
Graphique 9 : Inflation de fin de période en Afrique de l'Ouest	13
Graphique 10 : Répartition du solde budgétaire par bloc sous-régional	13
Graphique 11 : Solde budgétaire des États membres.....	14
Graphique 12 : Expansion budgétaire et déficit de financement	14
Graphique 13 : Dette publique.....	14
Graphique 14 : Solde du compte courant.....	15
Graphique 15 : Chômage en Afrique de l'Ouest	15
Graphique 16 : Taux de croissance annuel de la productivité par travailleur	16
Graphique 17 : Pauvreté des travailleurs en Afrique de l'Ouest.....	17
Graphique 18 : Croissance du PIB sur la période 2025 - 2027	20
Graphique 19 : Inflation moyenne sur la période 2025 - 2027	20
Graphique 20 : Solde budgétaire sur la période 2025 - 2027.....	21
Graphique 21 : Ratio dette/PIB sur la période 2025 - 2027.....	21
Graphique 22 : Solde du compte courant sur la période 2025 - 2027	22
Graphique 23 : Chômage sur la période 2025 - 2027.....	24
Graphique 24 : Croissance de la productivité du travail dans la période 2025 - 2027	24
Graphique 25 : Tendances du cours de l'or.....	29
Graphique 26 : Cargaisons quotidiennes de pétrole brut sortant par le détroit d'Ormuz	30
Graphique 27 : Volume quotidien des cargaisons sortantes d'engrais transitant par le détroit d'Ormuz.....	31
Graphique 28 : Performance des devises depuis le début de la guerre au Moyen-Orient	31

ENCADRÉS

Encadré 1 : Crises de la dette — Ghana vs Sénégal	19
Encadré 2 : Chronologie et répercussions de la guerre au Moyen-Orient	35



POINTS SAILLANTS



Performance

En 2025, l'Afrique de l'Ouest a affiché des performances macroéconomiques exceptionnelles, portées par une croissance soutenue de l'activité économique, un ralentissement de l'inflation, une réduction du déficit budgétaire, une meilleure gestion de la dette et un excédent du solde du compte courant plus important. Le PIB a légèrement progressé, passant de 4,7 % en 2024 à 4,8 %, grâce à la reprise dans le secteur agricole, aux exportations de matières premières et à l'intensification de l'activité dans le secteur des services. L'inflation moyenne a chuté à 16,8 %, contre 25,3 % en 2024, grâce à la baisse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie ainsi qu'à la stabilité des monnaies. Le solde budgétaire s'est amélioré pour s'établir à -2,6 % du PIB en 2025, contre -3,7 % en 2024, porté par une meilleure mobilisation des recettes, par des réductions des dépenses et à une baisse des charges d'intérêts dans certains pays. Dans le même sens, la dette publique a nettement diminué pour s'établir à 49,3 % du PIB, contre 55,3 % en 2024, grâce à la reprise de la croissance du PIB nominal, à l'augmentation des recettes d'exportation et à l'amélioration du déficit budgétaire. Le solde du compte courant est passé d'un modeste excédent de 0,3 % du PIB en 2024 à 1,8 %, du fait de l'augmentation des recettes d'exportation et à la baisse des importations.

Perspectives

En 2026, la croissance devrait ralentir pour s'établir à 4,7 %, avant de rebondir à 4,9 % en 2027, principalement en raison des pressions inflationnistes liées à la guerre. L'inflation devrait baisser à un rythme plus lent, avec un taux moyen de 11,1 % prévu pour 2026 et de 10,2 % pour 2027, principalement à cause des répercussions de la guerre au Moyen-Orient. Le solde budgétaire devrait se détériorer pour atteindre -3,5 % du PIB en 2026, en partie en raison des subventions et des réductions d'impôts visant à atténuer la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, avant de s'améliorer pour s'établir à -2,9 % en 2027. La dette publique devrait poursuivre

sa tendance à la baisse pour s'établir à 45,9 % du PIB en 2026, puis à 45,0 % en 2027, tandis que le solde du compte courant s'améliorera pour atteindre 3,2 % du PIB en 2026 avant de reculer à 1,8 % en 2027.

Scénarios de croissance

L'année 2026 a commencé dans des conditions difficiles du fait de la guerre au Moyen-Orient, ce qui a entraîné une révision à la baisse des prévisions de croissance. Bien que des défis subsistent, certains facteurs favorables pourraient soutenir la stabilité macroéconomique au-delà des attentes; certains d'entre eux sont abordés ci-dessous.

Prix favorables des matières premières : les prix du pétrole brut, de l'or et des métaux de base restent élevés, générant des gains exceptionnels pour les principaux pays exportateurs de la sous-région. Cela soulagera les finances publiques et le solde du compte courant, stimulant ainsi la croissance sous-régionale.

Reprise de la production : les capacités de production des industries extractives sont renforcées par de nouveaux investissements, tandis que d'autres sont à l'étude. À court et moyen terme, l'augmentation de la production, conjuguée à des prix élevés, élargira la marge de manœuvre budgétaire et renforcera la stabilité monétaire.

Commerce : Face aux difficultés d'approvisionnement mondiales, le Nigeria a exporté des quantités substantielles de pétrole brut et raffiné vers des acheteurs de la sous-région. La production d'engrais dans ce pays a également augmenté et pourrait combler en partie le vide créé par la guerre au Moyen-Orient. L'intensification du commerce intrarégional réduira les coûts d'importation et favorisera la croissance de l'activité économique.

Risques de détérioration

La sous-région devra faire face à plusieurs difficultés en 2026 et 2027, dont certaines sont abordées ci-dessous.

Dérèglements budgétaires liés à la guerre : de nombreux États ont mis en place des subventions, tandis que d'autres ont supprimé ou réduit les taxes et prélèvements sur les carburants afin d'atténuer l'impact des prix élevés de l'énergie sur la population. Ces mesures font peser des risques sur la mobilisation des recettes et le contrôle des dépenses.



Insécurité alimentaire : la hausse des prix des engrais induite par la guerre en 2026 pourrait entraîner des répercussions négatives sur la sécurité alimentaire en 2026 et 2027, ce qui risque d'aggraver les niveaux de pauvreté dans la sous-région.

Inflation : les prix élevés des denrées alimentaires et de l'énergie ont déjà alimenté l'inflation mondiale et sous-régionale. Cette situation pourrait compromettre les progrès réalisés en 2025.

Pressions sur les taux de change : les pays sont confrontés à une hausse de la facture des importations de produits alimentaires et énergétiques, ce qui fait peser des risques sur leurs réserves de change et expose les monnaies nationales à des pressions à la baisse. À court terme, cela aggravera l'inflation.

Hausses des taux d'intérêt : une inflation élevée pourrait nous ramener à l'époque des hausses de taux d'intérêt d'il y a quelques années, augmentant le coût de l'emprunt et freinant la croissance du PIB.

Baisse des prix des matières premières : le cours de l'or a été baissier pendant la majeure partie de l'année, principalement à cause de la guerre. Si cette baisse se poursuit et que d'autres exportations clés connaissent une tendance similaire, cela aura un impact négatif sur les recettes et le niveau des réserves.

Pannes d'électricité généralisées : la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo, le Bénin, le Niger et le Nigeria ont tous connu des difficultés d'approvisionnement en électricité particulièrement marquantes au cours du premier semestre 2026. Cette situation a eu un impact négatif sur la productivité. Si elle se poursuit, elle pourrait bouleverser les prévisions de croissance.

Développer la résilience

La guerre au Moyen-Orient a entraîné une hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, due à la restriction des approvisionnements transitant par le détroit d'Ormuz. Si cette situation suscite des inquiétudes quant au coût de la vie, l'interruption des livraisons d'engrais fait craindre tout particulièrement pour la sécurité alimentaire à court terme. C'est un scénario bien connu, notamment parce qu'une tendance similaire s'était manifestée pendant la pandémie de COVID-19 ainsi que pendant la guerre en Ukraine.

Il est donc impératif de ne pas se laisser surprendre si des chocs similaires devaient se reproduire à l'avenir. Les gouvernements devraient s'attacher à développer les capacités de raffinage du pétrole dans la sous-région afin de réduire la dépendance excessive des pays aux importations d'autres régions. En outre, il est nécessaire d'augmenter la production d'engrais pour réduire les importations de l'extérieur de la sous-région, ce qui permettrait de réduire les coûts et d'améliorer la disponibilité. Il est également nécessaire de constituer des réserves budgétaires et des réserves de change brutes afin de se préparer à des chocs imprévus.



BIDC
EBID





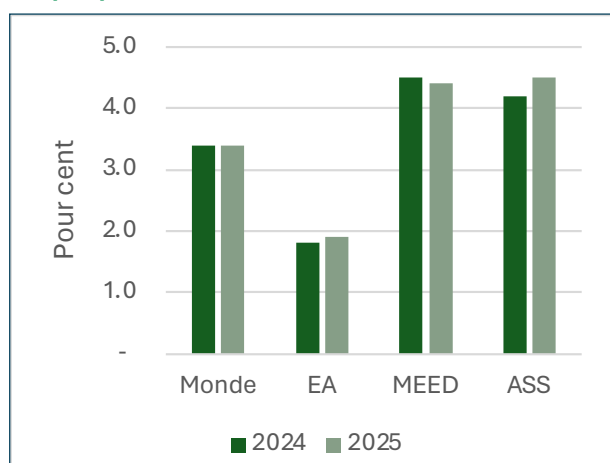
CROISSANCE CONSTANTE, BAISSE REMARQUABLE DES PRIX



Croissance mitigée, mais globalement positive

La croissance de l'activité économique mondiale s'est stabilisée à 3,4 % en 2025, portée par une baisse remarquable des prix, malgré les répercussions de la fragmentation des échanges commerciaux et d'une incertitude accrue. En 2025, la croissance mondiale a dépassé les prévisions, principalement grâce à la levée de nombreuses barrières commerciales préjudiciables que l'on redoutait pendant l'année et à l'atténuation des pressions inflationnistes. Les économies avancées (EA) ont enregistré une croissance de 1,9 %, légèrement supérieure à celle de l'année 2024 (1,8 %). Pour les économies émergentes et en développement (EED), cependant, la croissance a légèrement ralenti pour s'établir à 4,4 % en 2025, contre 4,5 % en 2024, tandis que l'Afrique subsaharienne (ASS) a enregistré une croissance robuste de 4,5 %, contre 4,2 % en 2024 (Graphique 1).

Graphique 1 : Croissance du PIB mondial



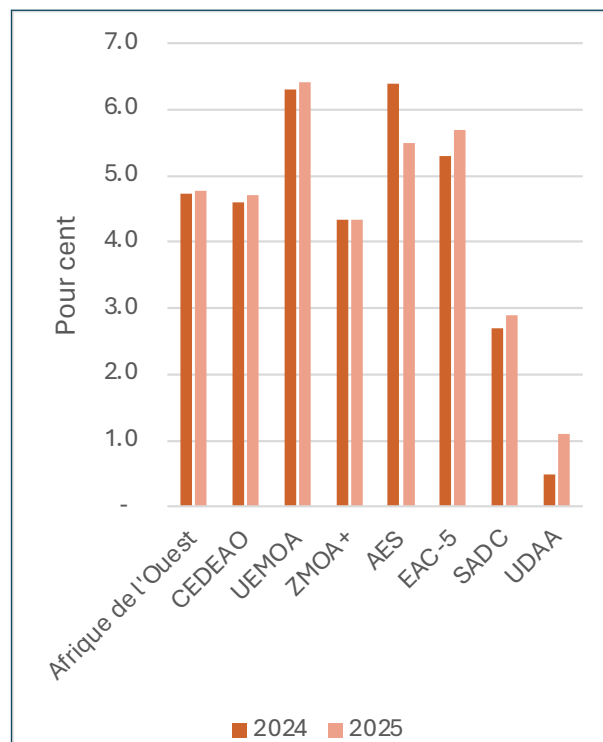
Source : Base de données des Perspectives de l'économie mondiale

Les performances économiques de certaines communautés économiques régionales (CER) d'Afrique subsaharienne ont suivi la même tendance que celle de l'ensemble de la région, avec une amélioration générale.

La Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE-5) a connu une croissance de 5,7 % en 2025, contre 5,3 % en 2024, tandis que la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a enregistré une croissance de 2,9 %, contre 2,7 % en 2024. La croissance au sein de l'Union douanière d'Afrique australe (UDAA) a rebondi à 1,1 % en 2025, contre

0,5 % en 2024, prolongeant ainsi la récente tendance à une faible croissance (Graphique 2).

Graphique 2 : Croissance sous-régionale de l'ASS



Source : Personnel de la BIDC à partir des perspectives économiques mondiales et des données relatives aux pays

Note : Le calcul des PIB de la CEDEAO, de la ZMAO+ et de l'AES a été réalisé par la BIDC.

Croissance soutenue en Afrique de l'Ouest

La sous-région ouest-africaine a enregistré une croissance de 4,8 % en 2025, contre 4,7 % en 2024, malgré des vents contraires à l'échelle mondiale. Cette progression s'explique en grande partie par la baisse de l'inflation et l'amélioration de la gestion macroéconomique dans une grande partie de la sous-région. Ces facteurs ont eux-mêmes été favorisés par la conjoncture favorable des prix des matières premières, l'augmentation des réserves, la stabilité des monnaies et l'amélioration de l'approvisionnement alimentaire. L'évolution favorable des prix des matières premières a stimulé la production du secteur extractif, se traduisant par une hausse des recettes et donnant une impulsion à l'expansion économique.

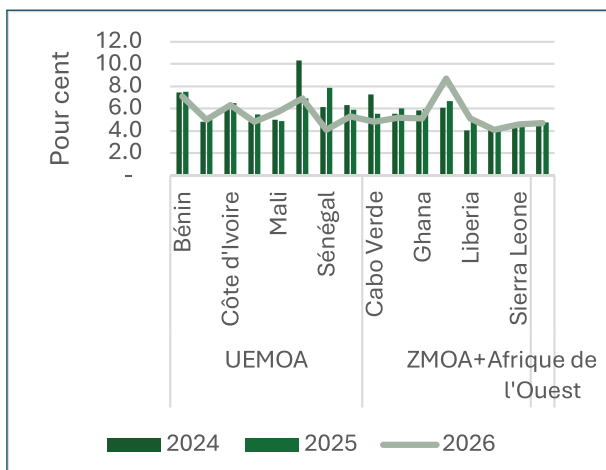
En résumé, la croissance remarquable de la sous-région a été favorisée par :

- la stabilisation macroéconomique et le ralentissement de l'inflation ;
- les bonnes performances des secteurs de l'agriculture, des mines, du pétrole et du gaz ;
- un rebond de l'activité du secteur des services et des dépenses d'infrastructure ; et
- la demande intérieure et la dynamique démographique.

L'économie de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a progressé de 4,7 % en 2025, contre 4,6 % en 2024, tandis que l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) a maintenu un taux de croissance impressionnant, supérieur à 6 %. La croissance de l'UEMOA s'est établie à 6,4 % en 2025, contre 6,3 % en 2024, tandis que celle de la ZMAO+ est restée stable à 4,3 %. Au sein de l'Alliance des États du Sahel (AES), cependant, la croissance a reculé à 5,5 %, contre 6,4 % en 2024, principalement en raison d'une croissance plus lente, mais correcte au Niger.

Le Sénégal a enregistré la plus forte croissance de la sous-région, cette hausse étant largement soutenue par l'augmentation de la production d'hydrocarbures et l'amélioration de la production agricole. La croissance du pays a atteint 7,9 % en 2025, contre 6,1 % en 2024. Le Bénin a enregistré la deuxième plus forte croissance, à 7,5 %, un niveau similaire à celui de 2024. Avec une croissance du PIB de 4,0 %, supérieure à toutes les prévisions, le Nigeria a affiché la croissance la plus faible de la sous-région (Graphique 3).

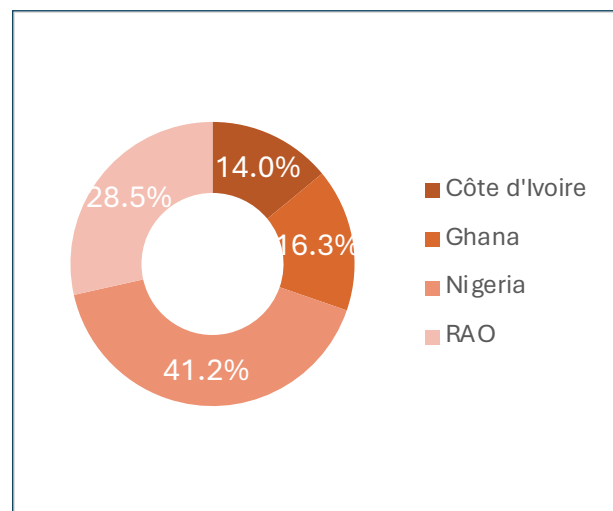
Graphique 3 : Croissance des pays d'Afrique de l'Ouest



Source : Base de données des Perspectives de développement en Afrique de l'Ouest

La répartition régionale du PIB nominal a été modifiée par la croissance du PIB et, dans une large mesure, par l'évolution des taux de change dans la sous-région, le Ghana et le Nigeria en étant les principaux bénéficiaires. La part du Ghana dans le PIB régional s'est améliorée pour atteindre 16,3 % (15,5 % en 2024), tandis que celle du Nigeria a nettement augmenté pour s'établir à 41,2 % (35,2 % en 2024). La Côte d'Ivoire a vu sa part passer de 16,3 % en 2024 à 14,0 % en 2025, tandis que celle du reste de l'Afrique de l'Ouest (RAO) a diminué, passant de 33,0 % en 2024 à 28,5 % en 2025 (Graphique 4).

Graphique 4 : Ventilation du PIB dans la région ouest-africaine

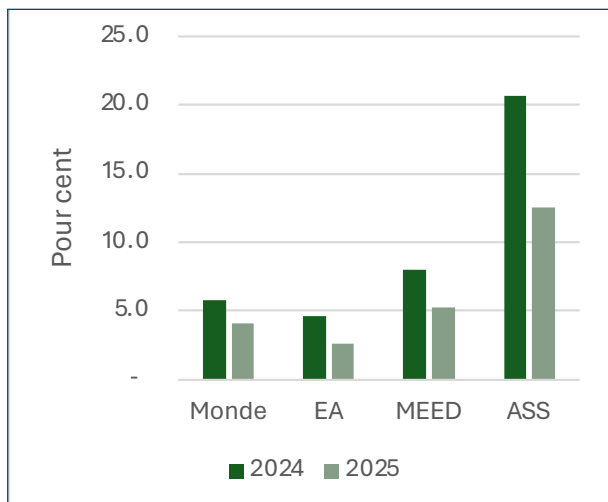


Source : Base de données des Perspectives de développement en Afrique de l'Ouest

Inflation mondiale modérée

En 2025, l'inflation mondiale a ralenti grâce à l'amélioration des chaînes d'approvisionnement, ce qui a permis de stabiliser les prix des denrées alimentaires et de l'énergie. L'inflation moyenne est passée de 5,8 % en 2024 à 4,1 %. Les économies avancées ont également connu une baisse de l'inflation, celle-ci s'établissant en moyenne à 2,6 % en 2025, contre 4,6 % en 2024. L'inflation moyenne dans les économies émergentes et en développement s'est modérée à 5,2 %, contre 8,0 % en 2024, tandis que l'inflation moyenne en Afrique subsaharienne a chuté à 12,5 %, contre 20,7 % en 2024 (Graphique 5).

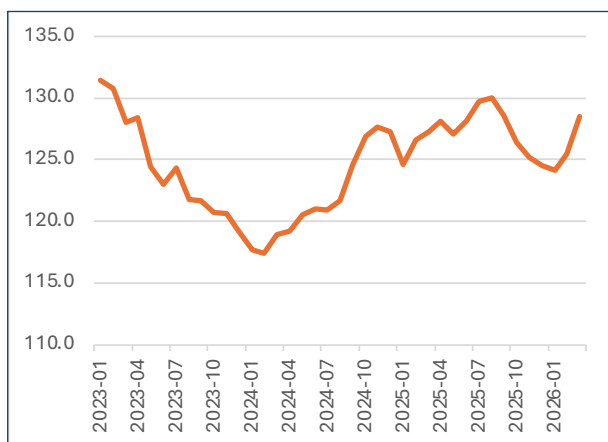
Graphique 5 : Inflation mondiale moyenne



Source : Base de données des Perspectives de l'économie mondiale

L'indice des prix des produits alimentaires (IPPA) de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a affiché une tendance à la hausse pendant la majeure partie du premier semestre 2025, la plupart des mois ayant connu une tendance à la baisse d'un mois à l'autre (Graphique 6). La situation n'était pas très différente en glissement annuel, la plupart des mois ayant enregistré une hausse de l'IPPA, bien que marginale. En effet, les prix mondiaux des denrées alimentaires sont restés assez stables par rapport à 2022 et 2023, ce qui a contribué à la baisse globale des prix en 2025.

Graphique 6 : Indice des prix des produits alimentaires

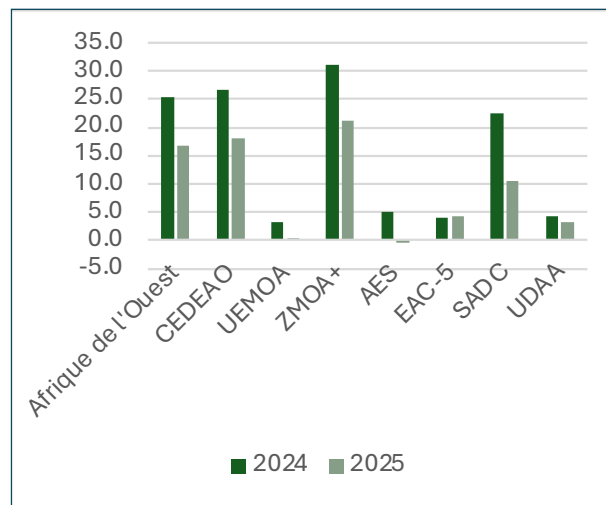


Source : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

Tendance inflationniste à la baisse en Afrique de l'Ouest

En 2025, le niveau général des prix a chuté en Afrique de l'Ouest, et ce dans tous les groupes (annexe 1), parallèlement à la baisse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires et à la relative stabilité monétaire observée dans la plupart des pays. L'inflation moyenne a nettement baissé, passant de 25,3 % en 2024 à 16,8 % en 2025, la CEDEAO ayant connu une tendance similaire avec une inflation moyenne de 18,0 % en 2025 contre 26,7 % en 2024. Au sein de l'UEMOA, l'inflation s'est stabilisée sous le seuil de 3 %, à 0,2 %, un niveau bien inférieur à la fourchette implicite de 0 à 2 % fixée par la banque centrale, et en baisse par rapport aux 3,3 % enregistrés en 2024. Dans la zone ZMAO+, l'inflation moyenne a connu une baisse significative pour s'établir à 21,1 %, contre 31,0 % en 2024. Dans l'AES, l'inflation s'est établie en moyenne à -0,5 % en 2025, contre 5,1 % en 2024 (graphique 7).

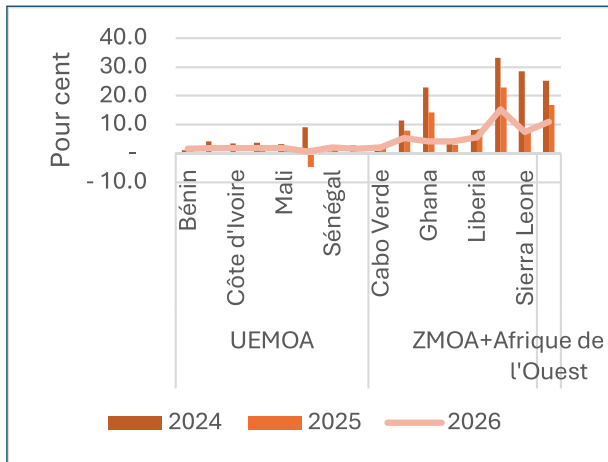
Graphique 7 : Inflation moyenne sous-régionale en Afrique subsaharienne



Source : personnel de la BIDC à partir des perspectives économiques mondiales et des données relatives aux pays. Note : Le calcul de l'inflation moyenne de la CEDEAO, de la ZMAO+ et de l'AES a été réalisé par la BIDC.

À l'exception du Cabo Verde, du Sénégal et du Libéria, l'inflation en 2025 a été inférieure à celle de 2024 dans tous les pays de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, reflétant la baisse générale des prix de l'énergie et des denrées alimentaires. Le Niger (-4,6 %) a enregistré le taux d'inflation moyen le plus bas de la sous-région, suivi du Burkina Faso (-0,5 %), tandis que le Nigeria (23 %) affichait le taux le plus élevé (graphique 8).

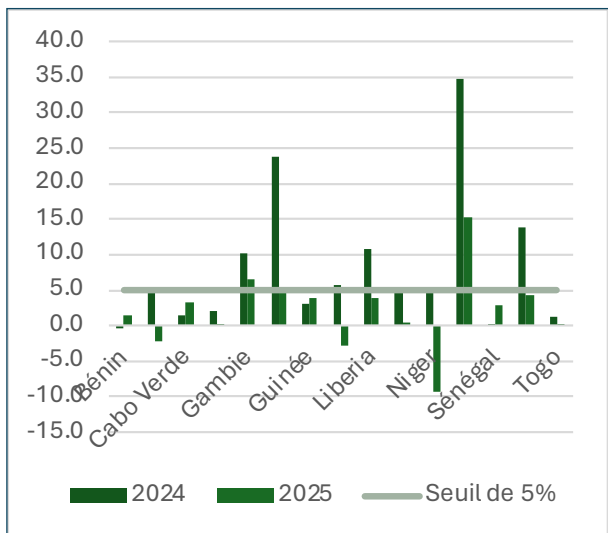
Graphique 8 : Inflation moyenne en Afrique de l'Ouest



Source : Base de données des Perspectives de développement en Afrique de l'Ouest

Conformément à la tendance générale de l'inflation, le taux d'inflation en fin de période a baissé dans la plupart des pays de la sous-région, avec un ralentissement de l'inflation dans 11 des 15 pays. Le Niger (-9,4 %) a enregistré le taux d'inflation le plus bas en fin de période, suivi de la Guinée-Bissau (-2,8 %) et du Burkina Faso (-2,2 %), tandis que le Nigeria (15,2 %) a affiché le taux le plus élevé (graphique 9).

Graphique 9 : Inflation de fin de période en Afrique de l'Ouest



Source : Perspectives de l'économie mondiale

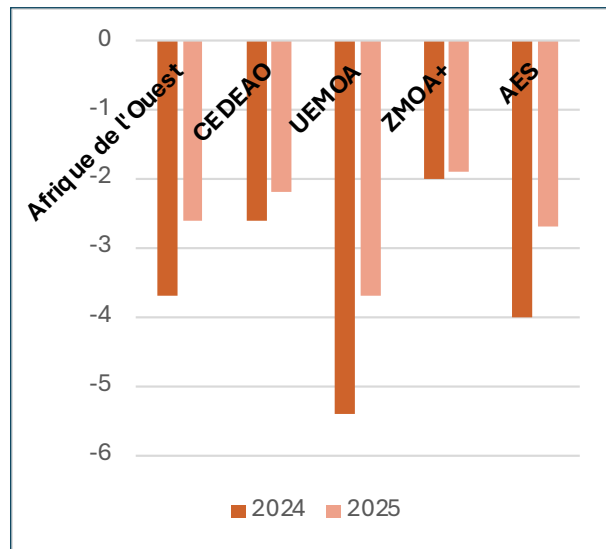
La Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE-5) a enregistré une légère hausse de l'inflation moyenne en 2025, avec une augmentation de 4,3 % du niveau général des prix, contre 4,1 % en 2024. Au sein de

la SADC, l'inflation moyenne s'est modérée pour s'établir à 10,5 %, contre 22,4 % en 2024, tandis que celle de la SACU a poursuivi sa tendance à la baisse, avec une inflation moyenne de 3,2 %, contre 4,3 % en 2024.

Amélioration du solde budgétaire

Le solde budgétaire en Afrique de l'Ouest s'est amélioré pour s'établir à -2,6 % du PIB en 2025, grâce à une meilleure mobilisation des recettes, à la maîtrise des dépenses publiques et à une croissance soutenue de l'activité économique. Ce résultat est nettement meilleur que celui de 2024, où le solde s'élevait à -3,7 % du PIB. Au sein de la CEDEAO, le solde budgétaire s'est réduit à -2,2 % du PIB en 2025, contre -2,6 % en 2024. Ce ratio s'est amélioré pour s'établir à -3,7 % du PIB au sein de l'UEMOA, contre -5,4 % en 2024. Le solde budgétaire de la ZMAO+ a également suivi une tendance similaire, même s'il s'est légèrement amélioré, passant de -2,0 % du PIB en 2024 à -1,9 % en 2025. L'AES a connu une nette amélioration de son solde budgétaire, qui est passé de -4,0 % du PIB en 2025 à -2,7 % en 2024 (graphique 10).

Graphique 10 : Répartition du solde budgétaire par bloc sous-régional

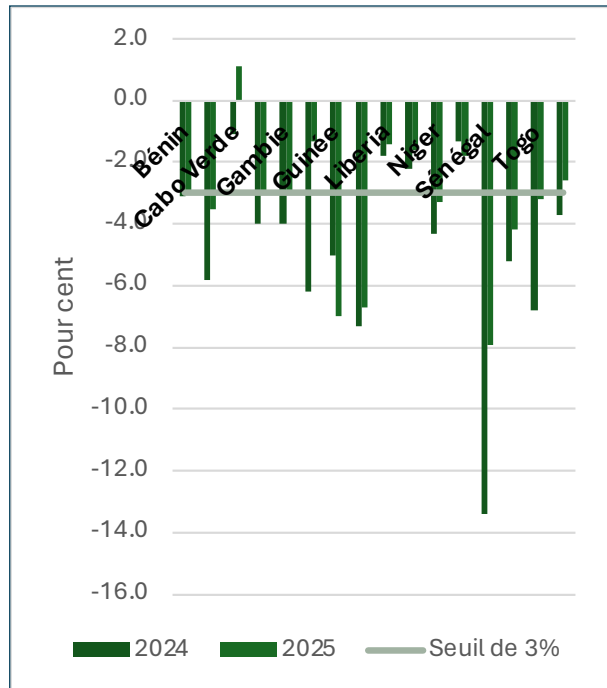


Source : personnel de la BIDC à partir des perspectives économiques mondiales et des données relatives aux pays. Note : Le personnel de la BIDC a calculé les soldes budgétaires de l'Afrique de l'Ouest, de la ZMAO+ et de l'AES

Treize (13) des 15 pays ont affiché des soldes budgétaires plus élevés en 2025 qu'en 2024 (figure 11). Dans la même veine, la croissance des recettes a dépassé celle des dépenses dans 13 pays,

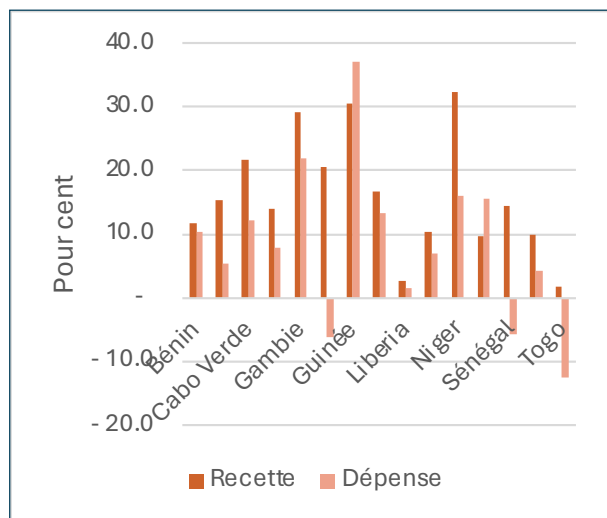
le Ghana et le Togo ayant même enregistré une baisse de leurs dépenses (figure 12). Il convient de noter que le Cabo Verde a dégagé un excédent budgétaire de 1,1 % du PIB, tandis que la Guinée et le Nigeria ont vu leurs ratios se détériorer.

Graphique 11 : Solde budgétaire des États membres



Source : Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne

Graphique 12 : Expansion budgétaire et déficit de financement



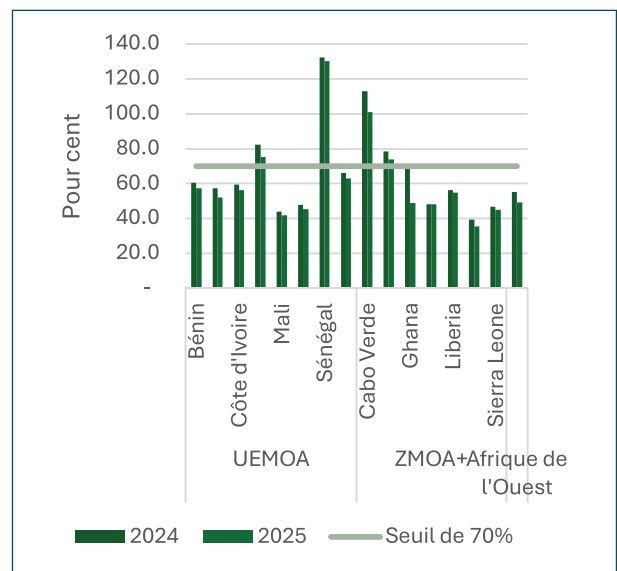
Source : Personnel de la BIDD à partir des perspectives économiques mondiales

Baisse de l'endettement dans tous les pays

Le ratio dette/PIB s'est amélioré dans tous les groupes et tous les pays de la sous-région. La dette brute de l'Afrique de l'Ouest est passée de 55,3 % du PIB en 2024 à 49,3 % en 2025. La dette de la CEDEAO a également baissé, passant de 48,3 % du PIB en 2024 à 43,2 % en 2025, tandis que celle de l'UEMOA s'est améliorée, passant de 67,5 % en 2024 à 64,6 % en 2025. La dette de la ZMAO+ a nettement diminué, passant de 43,5 % du PIB en 2024 à 37,8 % en 2025, l'AES suivant la même tendance avec un ratio dette/PIB de 46,2 % en 2025, contre 49,4 % en 2024.

À la fin de 2025, les niveaux d'endettement du Cabo Verde (101,1 % du PIB), de la Gambie (73,9 % du PIB), de la Guinée-Bissau (75,3 % du PIB) et du Sénégal (130,2 % du PIB) ont dépassé le seuil de 70 % fixé par les critères de convergence macroéconomique de la CEDEAO (graphique 13). Cela porte à quatre (4) sur 15 le nombre de pays ne respectant pas ce critère principal. Ce chiffre est toutefois en amélioration comparativement aux cinq pays concernés en 2024.

Graphique 13 : Dette publique



Source : Base de données des Perspectives de développement en Afrique de l'Ouest

Le ratio dette/PIB du Sénégal est le plus élevé de la sous-région, ce qui suscite des appels à une restructuration de la dette, que le pays a refusée jusqu'à présent. Certains analystes établissent un parallèle entre la situation de la dette du Sénégal et celle du Ghana en 2022. Cependant, même si le ratio

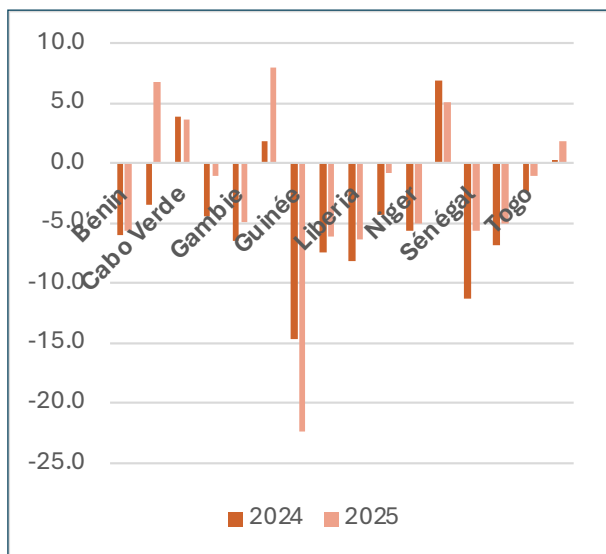
dette/PIB du Sénégal est supérieur à celui du Ghana au plus fort de la crise, les deux situations ne sont pas nécessairement identiques (encadré 1).

Amélioration sensible du compte courant

En 2025, l'Afrique de l'Ouest a connu une nette amélioration du solde du compte courant. Il est passé de 0,3 % du PIB en 2024 à 1,8 % en 2025. De même, au sein de la CEDEAO, le solde du compte courant a affiché un excédent, passant de 0,9 % du PIB en 2024 à 2,0 % en 2025. Le solde du compte courant de l'UEMOA est resté déficitaire, mais s'est nettement amélioré, passant de -5,5 % du PIB en 2024 à -1,7 % en 2025. Il s'est stabilisé à un excédent de 3,8 % du PIB dans la ZMAO+ en 2025, l'AES passant d'un déficit en 2024 (-4,4 % du PIB) à un excédent en 2025 (0,6 % du PIB). La conjoncture globalement favorable des prix des matières premières a contribué à l'amélioration marquée de la position du solde du compte courant de l'Afrique de l'Ouest.

En 2025, seuls trois (3) pays ont enregistré une détérioration de leur solde du compte courant par rapport à 2024. Toutefois, deux (à savoir le Cabo Verde et le Nigeria) de ces trois pays ont affiché des excédents sur la période, tandis que quatre (4) pays ont enregistré des excédents du compte courant dans l'ensemble en 2025. Comme l'indique le graphique 14, le solde du compte courant le plus élevé est celui du Ghana (soit 7,9 % du PIB), tandis que la Guinée enregistre le plus faible (soit -22,3 % du PIB).

Graphique 14 : Solde du compte courant



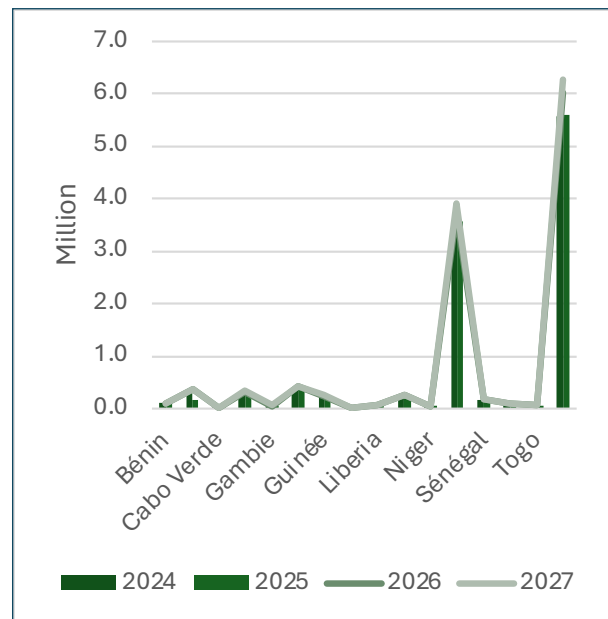
Source : Perspectives de l'économie mondiale

Aggravation du chômage, ralentissement de la croissance de la productivité du travail

Le chômage s'est légèrement aggravé en Afrique de l'Ouest, passant à 5,6 millions de personnes en 2025, contre 5,58 millions en 2024. Les chiffres au sein de la CEDEAO ont suivi la même tendance que ceux de l'Afrique de l'Ouest, passant de 4,94 millions en 2024 à 5,13 millions en 2025, tandis que le chômage dans la ZMAO+ s'est également aggravé, passant de 4,3 millions en 2024 à 4,46 millions en 2025. Les chiffres affichés par l'UEMOA et l'AES ont fait figure d'exception, le chômage au sein de l'UEMOA ayant reculé à 1,14 million en 2025, contre 1,28 million en 2024, tandis que l'AES a enregistré une amélioration, passant de 0,63 million en 2024 à 0,47 million en 2025 (annexe 5).

Le Nigeria, en raison de l'importance de sa population, a enregistré le taux de chômage le plus élevé. Toutefois, en termes de croissance du chômage, le Niger a enregistré une augmentation de 9,0 % en 2025, pour atteindre 0,05 million. Le taux de chômage du Burkina Faso a baissé de 49 % en 2025, pour s'établir à 0,17 million (graphique 15).

Graphique 15 : Chômage en Afrique de l'Ouest

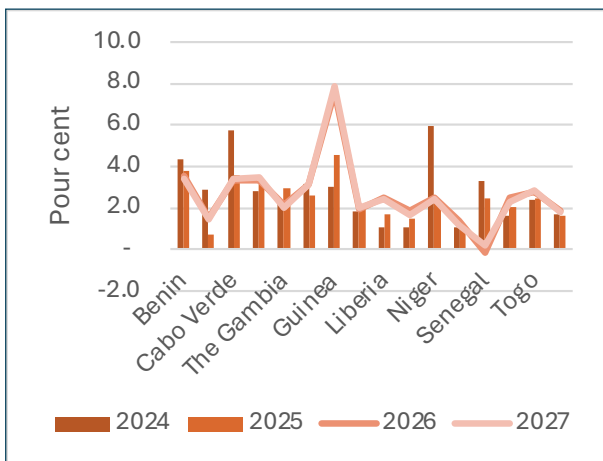


Source : ILOSTAT, estimations modélisées de l'OIT (consulté le 26 mai 2026)

Note : Chômage en Afrique de l'Ouest calculé par le personnel de la BIDC

Par rapport à 2024, la productivité du travail s'est détériorée en 2025 dans la sous-région et dans presque tous les groupes. Le taux de croissance en Afrique de l'Ouest a ralenti pour s'établir à 1,6 % en 2025, contre 1,7 % en 2024. Au sein de la CEDEAO, la croissance de la productivité s'est stabilisée à 1,6 % en 2025, tandis que celle de l'UEMOA a reculé à 2,5 %, en légère baisse par rapport aux 2,6 % enregistrés en 2024. La croissance de la productivité du travail a diminué de moitié pour s'établir à 1,5 % en 2025 dans l'AES, contre 3,0 % en 2024, tandis qu'elle a légèrement reculé à 1,3 % en 2025, contre 1,4 % en 2024 dans la ZMAO+ (annexe 6). C'est la Guinée qui a enregistré la plus forte croissance de la productivité du travail en 2025, avec 4,5 %, tandis que le Burkina Faso a affiché la plus faible croissance, à 0,7 % en 2025 (graphique 16).

Graphique 16 : Taux de croissance annuel de la productivité par travailleur



Source : Personnel de la BIDC, sur la base de ILOSTAT, estimations modélisées de l'OIT (consulté le 26 mai 2026)
 Note : Le personnel de la BIDC a calculé le taux de croissance de l'Afrique de l'Ouest

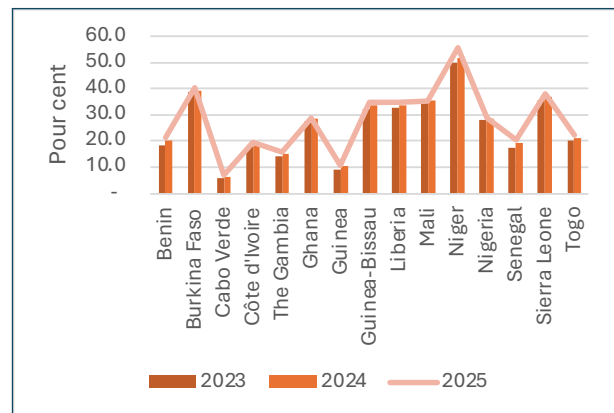
Aggravation de la pauvreté

Le taux de pauvreté des travailleurs, mesuré comme le pourcentage de personnes actives vivant avec moins de 3 dollars américains en parité de pouvoir d'achat (PPA), s'est détérioré dans tous les pays d'Afrique de l'Ouest en 2025. Le Niger a enregistré le pourcentage le plus élevé de travailleurs pauvres, avec 55,5 % de sa population active vivant avec moins de 3 dollars américains en PPA, contre 51,9 % en 2024. Le Cabo Verde affichait un taux de travailleurs pauvres de 6,8 % en 2025, contre 6,3 % en 2024 (graphique 17). La détérioration des indicateurs de pauvreté, malgré une croissance décente du PIB

dans de nombreux pays, montre que la croissance n'a pas été suffisamment inclusive.

La détérioration des indicateurs de pauvreté, malgré une croissance décente du PIB dans de nombreux pays, montre que la croissance n'a pas été suffisamment inclusive.

Graphique 17 : Pauvreté des travailleurs en Afrique de l'Ouest



Source : ILOSTAT, estimations modélisées de l'OIT (consulté le 26 mai 2026)



Encadré 1 : Crises de la dette — Ghana vs Sénégal

Introduction

La crise de la dette du Ghana est survenue immédiatement après le pic de la pandémie de COVID-19 et peu de temps après le début de la guerre en Ukraine. La dégradation de la notation de crédit a déclenché une vague de ventes massives d'obligations ghanéennes, ce qui a entraîné une forte dépréciation de la monnaie, fait exploser le volume de la dette et conduit à un défaut de paiement en décembre 2022. Le Ghana a perdu l'accès aux marchés financiers internationaux à un moment où les prix des denrées alimentaires et de l'énergie grimpaient en flèche, déclenchant une tendance inflationniste sans précédent depuis des décennies. De plus, le pays a également perdu l'accès au marché obligataire national (et, de fait, au financement à moyen et long terme), ce qui l'a confiné au segment à court terme du marché.

La crise de la dette du Sénégal, en revanche, n'a pas commencé par des défauts de paiement ou un choc soudain sur les marchés. Elle s'est amorcée discrètement entre 2018 et 2023 avec l'accumulation et la dissimulation partielle d'importants engagements publics, s'est intensifiée sous l'effet de la COVID-19 et de la hausse des taux d'intérêt mondiaux, et s'est cristallisée en 2024 et 2025 lorsque des audits ont révélé une dette et des déficits massivement sous-déclarés, poussant le FMI à suspendre son programme et les investisseurs à réévaluer la solvabilité du Sénégal.

Choc de liquidité vs choc de solvabilité et de transparence

Le Ghana a connu une grave crise de liquidité et de confiance, résultant d'une perte d'accès aux marchés et d'une diminution des réserves en 2022. Une période de forte inflation, induite par les prix des denrées alimentaires et de l'énergie et provoquée par des perturbations des chaînes d'approvisionnement, a déclenché un resserrement monétaire mondial rapide, rendant les actifs en dollars plus attractifs que les avoirs en cedis. Face à des perspectives économiques clairement défavorables et à des taux d'intérêt élevés dans d'autres économies plus stables, le retrait des investisseurs n'était qu'une question de temps. Les coûts du service de la dette extérieure ont fortement augmenté, aboutissant à un défaut de paiement inévitable sur la dette extérieure.

La stratégie de croissance du Sénégal axée sur la construction d'infrastructures, financée principalement par des euro-obligations, des financements non concessionnels et l'octroi de garanties souveraines sur la dette des entreprises publiques, a entraîné une accumulation de la dette. La crise a éclaté à la suite de la découverte a posteriori d'une importante « dette cachée » (). En effet, le choc porte sur la crédibilité, la communication d'informations et la gouvernance budgétaire, et non sur un défaut de paiement immédiat. Le Sénégal n'a pas fait défaut, ni manqué de payer ses euro-obligations ou ses dettes officielles. Il a versé 471 millions de dollars à ses détenteurs d'euro-obligations en mars 2026, dissipant ainsi les craintes de défaut à court terme.

Composition de la dette et risques pesant sur la stabilité financière nationale

La crise de la dette au Ghana a compromis la stabilité du secteur financier, étant donné que la restructuration de la dette intérieure était une condition préalable à celle de la dette extérieure. En effet, une part importante des obligations nationales négociables était détenue par les banques, les fonds de pension et les ménages. Le système financier a finalement absorbé les pertes, ce qui a eu des répercussions sur l'économie ghanéenne.

Au Sénégal, la dette nationale est étroitement liée aux banques de l'UEMOA, ce qui lui confère un caractère régional, les banques sénégalaises figurant parmi les principaux détenteurs de dette souveraine de la zone CFA. Une décote du type de celle subie par le Ghana risque d'entraîner une contagion financière régionale, susceptible de déstabiliser l'ensemble du système bancaire de l'UEMOA.

Croissance et recettes

La dépréciation monétaire, l'inflation structurelle et le resserrement des liquidités ont pesé sur la croissance du PIB du Ghana. En 2022 et 2023, l'économie a connu une croissance de 3,8 % et 3,1 % respectivement, contre 5,1 % en 2021. Contrairement à 2011 et 2012, le Ghana n'a bénéficié d'aucun nouvel afflux de ressources pour financer ses dépenses, et par conséquent, le redressement économique a reposé presque entièrement sur l'austérité et l'allègement de la dette.

Encadré 1 : Crises de la dette — Ghana vs Sénégal

L'économie sénégalaise, quant à elle, a connu une croissance soutenue en 2024 et 2025, années respectivement marquées par le démarrage et l'accélération de la production d'hydrocarbures, avec une croissance de 6,1 % en 2024 et de 7,9 % en 2025. Les recettes pétrolières, bien que modestes, offrent au Sénégal une chance de rebondir.

Accès aux marchés

Au moment où la restructuration a débuté, déclenchée par une dégradation de la notation de crédit, le Ghana était déjà exclu des marchés, le marché obligataire local lui étant pratiquement inaccessible. La notation du Ghana a fini par être abaissée au niveau «défaut sélectif».

Le Sénégal, malgré les dégradations, continue de refinancer sa dette au niveau national et régional et d'assurer le service de ses euro-obligations, même si le coût augmente. Il n'a pratiquement pas accès au marché des euro-obligations.

Alors que le Ghana a procédé à une restructuration parce que les marchés s'étaient déjà fermés, le Sénégal risque de les fermer en restructurant trop tôt, et de plonger toute l'architecture financière régionale dans la confusion.

Régime monétaire

La faiblesse de la monnaie a entraîné des coûts importants pour le Ghana. Le régime de taux de change flottant et l'insuffisance des réserves pour soutenir la monnaie ont rendu le Ghana vulnérable.

Le Sénégal est membre de l'UEMOA, qui maintient un arrimage strict à l'euro, ce qui signifie que la monnaie est relativement stable, contrairement au cas du Ghana. Cela lui offre une certaine protection, le niveau de la dette et les coûts de son service restant stables, du moins en termes de fluctuations des taux de change. Cependant, ce régime monétaire rend la restructuration de la dette plus coûteuse que dans les économies autonomes. Les deux régimes monétaires n'étant pas identiques, les recommandations politiques doivent être adaptées à chaque cas particulier.

Conclusion

La restructuration de la dette du Ghana a été la conséquence d'un effondrement irréversible de la liquidité.

Cependant, le défi du Sénégal réside dans la crédibilité, les étapes à suivre et la gestion des risques régionaux. En effet, traiter le Sénégal comme le Ghana comporte les risques suivants :

- une contagion financière au sein de l'UEMOA ;
- une exclusion inutile des marchés ; et
- la destruction prématurée d'une trajectoire de croissance et d'ajustement de la dette encore viable.



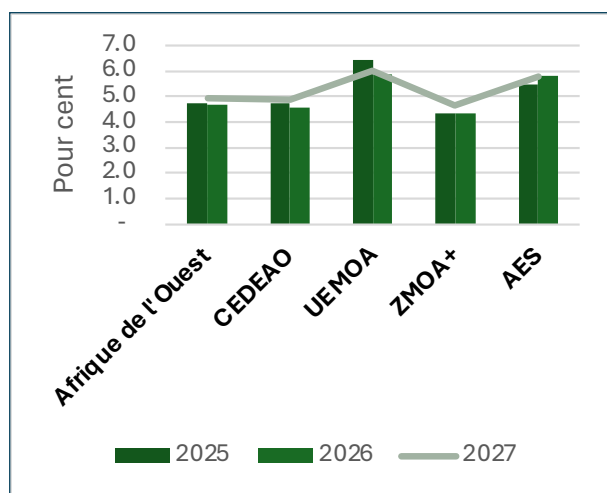
PERSPECTIVES PROMETTEUSES, MAIS FRAGILES



Croissance modérée

En 2026, l'Afrique de l'Ouest devrait connaître une croissance de 4,7 %, contre 4,8 % en 2025, avant de rebondir à 4,9 % en 2027 (graphique 18, annexe 2). La croissance de l'activité économique devrait être affectée par les répercussions de la guerre au Moyen-Orient, la hausse des prix de l'énergie et des engrais se traduisant par une inflation au niveau national. Les perturbations de l'approvisionnement en engrais et en énergie ralentiront la production en raison d'une disponibilité limitée et, au mieux, de coûts de production élevés.

Graphique 18 : Croissance du PIB sur la période 2025 - 2027



Source : Base de données des Perspectives de développement en Afrique de l'Ouest

La croissance au sein de la CEDEAO devrait ralentir pour s'établir à 4,6 % en 2026, avant de remonter à 4,9 % en 2027. La croissance en zone UEMOA devrait quant à elle ralentir pour s'établir à 5,8 % en 2026, puis rebondir à 6,0 % en 2027. La ZMAO+ connaîtra une légère hausse de sa croissance, qui devrait atteindre 4,4 % en 2026, puis 4,7 % en 2027. Les pays de l'AES devraient maintenir une croissance robuste, passant de 5,5 % en 2025 à 5,8 % en 2026 et 2027.

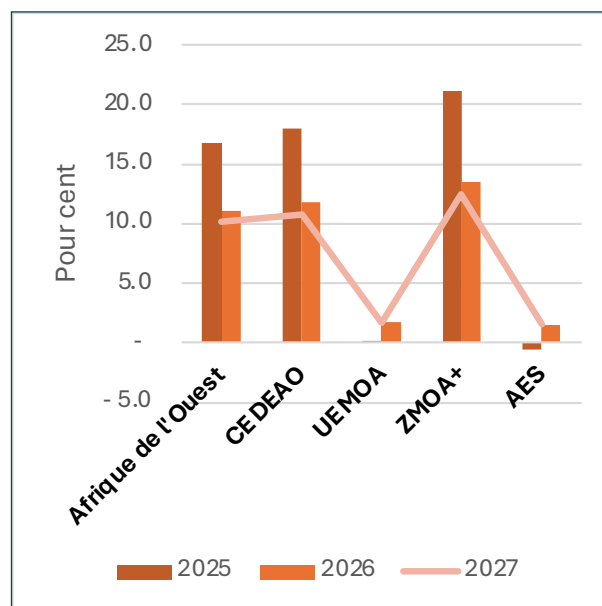
Au niveau national, huit (8) États membres devraient afficher une baisse de leur croissance, tandis que celle-ci devrait se stabiliser dans trois (3) autres en 2026 (tableau 1 de l'annexe).

Pressions inflationnistes imminentes

Selon les prévisions, l'inflation dans la sous-région devrait poursuivre sa tendance à la baisse, à l'image des taux d'inflation moyens de la CEDEAO et de la

ZMAO+. En Afrique de l'Ouest, l'inflation moyenne devrait baisser à 11,1 % en 2026, puis à 10,2 % en 2027. Cette évolution s'explique par une plus grande stabilité des monnaies, en particulier au sein de la ZMAO+, qui contrebalancera les pressions pesant sur les prix de l'énergie et des denrées alimentaires en raison de la guerre au Moyen-Orient. La stabilité monétaire sera soutenue par le niveau élevé des prix des matières premières. De même, l'inflation moyenne devrait baisser à 11,8 % en 2026 au sein de la CEDEAO, contre 16,8 % en 2025, puis à 10,8 % en 2027. En moyenne, l'inflation dans la ZMAO+ devrait reculer de 21,1 % en 2025 à 13,5 % en 2026, puis à 12,5 % en 2027 (graphique 19, annexe 2).

Graphique 19 : Inflation moyenne sur la période 2025 - 2027



Source : Base de données des Perspectives de développement en Afrique de l'Ouest

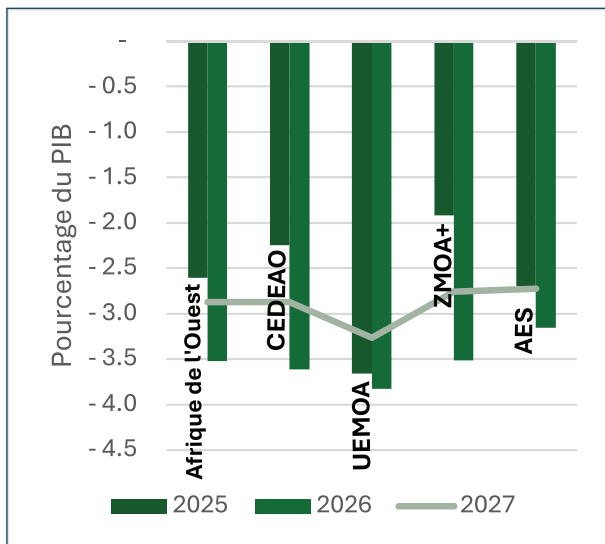
Dans l'UEMOA et l'AES, l'inflation devrait s'accroître en 2026, sous l'effet de la hausse des prix du carburant et d'autres intrants. En moyenne, dans l'UEMOA, elle devrait augmenter sensiblement, passant de 0,2 % en 2025 à 1,8 % en 2026, avant de redescendre à 1,7 % en 2027. Dans l'AES, son taux moyen s'élèvera respectivement à 1,5 % et 1,6 % en 2026 et 2027.

Au total, huit (8) États membres afficheront un taux d'inflation plus élevé en 2026 qu'en 2025, la plupart d'entre eux appartenant à l'UEMOA.

Menace pour l'assainissement budgétaire

Les pressions persistantes sur les prix et le besoin croissant de fournir des services sociaux devraient peser sur les soldes budgétaires en raison des subventions et de la hausse des coûts d'approvisionnement. En Afrique de l'Ouest, le solde budgétaire global devrait se détériorer pour atteindre -3,5 % du PIB en 2026, contre -2,6 % en 2025, avant de s'améliorer pour s'établir à -2,9 % en 2027 (graphique 20, annexe 3).

Graphique 20 : Solde budgétaire sur la période 2025 - 2027



Source : Base de données des Perspectives de développement en Afrique de l'Ouest

Au sein de la CEDEAO, le solde budgétaire devrait se détériorer pour atteindre -3,6 % en 2026, contre -2,2 % en 2025, avant de se resserrer à -2,9 % en 2027. En 2026, le solde budgétaire de l'UEMOA devrait atteindre -3,8 % du PIB avant de s'améliorer pour s'établir à -3,3 % en 2027, tandis que celui de la ZMAO+ devrait également se détériorer pour passer à -3,5 % en 2026. Le solde budgétaire de la ZMAO+ devrait s'améliorer pour s'établir à -2,8 % du PIB en 2027, tandis que celui de l'AES s'améliorera pour s'établir à -2,7 % en 2027, contre -3,2 % en 2026.

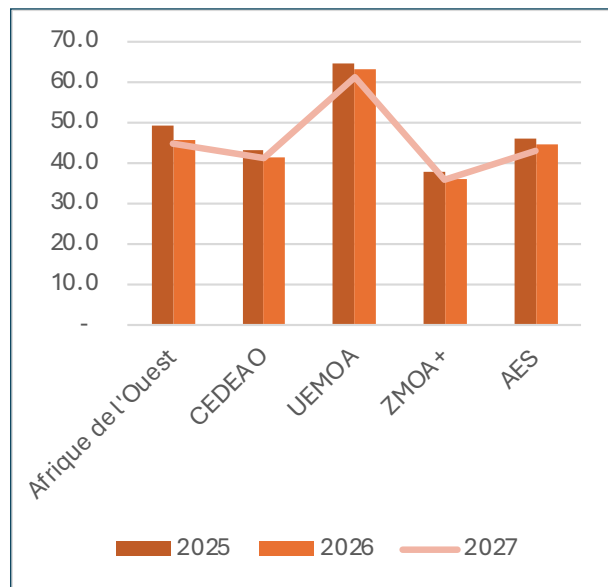
Amélioration du ratio d'endettement

Le ratio dette/PIB de la sous-région devrait poursuivre sa tendance à la baisse en 2026 et 2027. En Afrique de l'Ouest, ce ratio devrait connaître une baisse régulière, passant de 49,3 % en 2025 à 45,9 % en 2026, puis à 45,0 % en 2027. La CEDEAO suivra une trajectoire similaire, mais plus modérée, passant de 43,2 %

du PIB en 2025 à 41,2 % en 2027. L'endettement de l'UEMOA devrait baisser progressivement, passant de 64,6 % du PIB en 2025 à 61,1 % en 2027. La dette de la ZMAO+ devrait également baisser, passant de 37,8 % du PIB en 2025 à 36,0 % en 2026 et 2027. Enfin, la dette de l'AES devrait également afficher une baisse constante, passant de 46,2 % du PIB en 2025 à 43,2 % en 2027 (graphique 21, annexe 3), suivant de près la tendance générale de la sous-région.

Huit (8) États membres devraient voir la croissance ralentir, tandis qu'elle devrait se stabiliser dans trois (3) autres en 2026; par ailleurs, huit (8) États membres afficheront une inflation plus élevée en 2026 qu'en 2025, la plupart d'entre eux faisant partie de l'UEMOA.

Graphique 21 : Ratio dette/PIB sur la période 2025 - 2027



Source : Base de données des Perspectives de développement en Afrique de l'Ouest

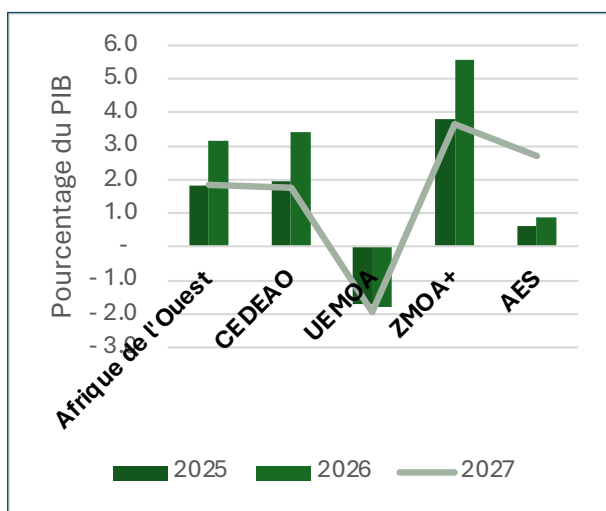
Selon les projections, la quasi-totalité des pays de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest devraient afficher des ratios d'endettement plus faibles en 2026 qu'en 2025 (tableau 2 de l'annexe).

Solde du compte courant excédentaire en perspective

Le solde du compte courant devrait globalement être positif dans tous les groupes. En Afrique de l'Ouest, un excédent de 3,2 % du PIB est prévu pour 2026, avant de s'atténuer à 1,8 % en 2027. La CEDEAO suit cette

trajectoire, avec des excédents passant de 2,0 % du PIB en 2025 à 3,4 % en 2026, avant de retomber à 1,8 % en 2027. Le solde du compte courant de l'UEMOA devrait se creuser légèrement pour atteindre -1,8 % du PIB en 2026, puis -1,9 % en 2027. Pour la ZMAO+, il devrait se renforcer pour atteindre 5,6 % du PIB en 2026, contre 3,8 % en 2025, avant de se resserrer à 3,7 % en 2027. Dans les pays de l'AES, le solde du compte courant devrait progresser légèrement pour atteindre 0,9 % du PIB en 2026, avant d'augmenter de manière significative pour atteindre 2,7 % en 2027 (graphique 22, annexe 4).

Graphique 22 : Solde du compte courant sur la période 2025 - 2027



Source : Base de données des Perspectives de développement en Afrique de l'Ouest

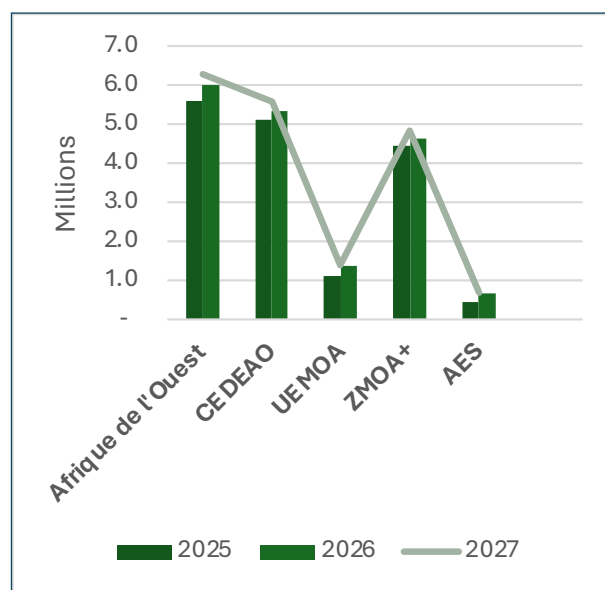
Trois pays (le Burkina Faso, le Ghana et le Nigeria) devraient afficher des excédents du solde du compte courant en 2026, tandis que huit (8) pays devraient enregistrer une détérioration de ce solde par rapport à 2025.

Selon les prévisions, la quasi-totalité des pays de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest devraient afficher des ratios d'endettement en baisse en 2026. Trois pays (le Burkina Faso, le Ghana et le Nigeria) devraient afficher des excédents du solde du compte courant en 2026, tandis que huit (8) pays devraient enregistrer une détérioration de ce solde par rapport à 2025.

Chômage persistant

Le chômage devrait s'aggraver dans la sous-région, alors que de nouveaux actifs rejoignent le marché du travail dans un contexte de faible création d'emplois. Six millions de personnes en Afrique de l'Ouest devraient être sans emploi d'ici la fin de 2026, un chiffre qui passerait à 6,3 millions en 2027. Au sein de la CEDEAO, ce chiffre devrait atteindre 5,3 millions en 2026 et 5,6 millions en 2027, tandis que le chômage dans l'UEMOA se stabilisera à 1,4 million en 2027. Le chômage dans la ZMAO+ devrait s'aggraver pour atteindre 4,6 millions de personnes en 2026 et 4,9 million en 2027, tandis que dans l'AES, il se stabilisera à 0,7 million en 2027 (graphique 23). Compte tenu de la taille de sa population, le Nigeria compte à lui seul plus de 60 % des chômeurs de la sous-région (annexe 5).

Graphique 23 : Chômage sur la période 2025 - 2027



Source : Personnel de la BIDC basé sur les estimations modélisées de l'OIT (consulté le 26 mai 2026)

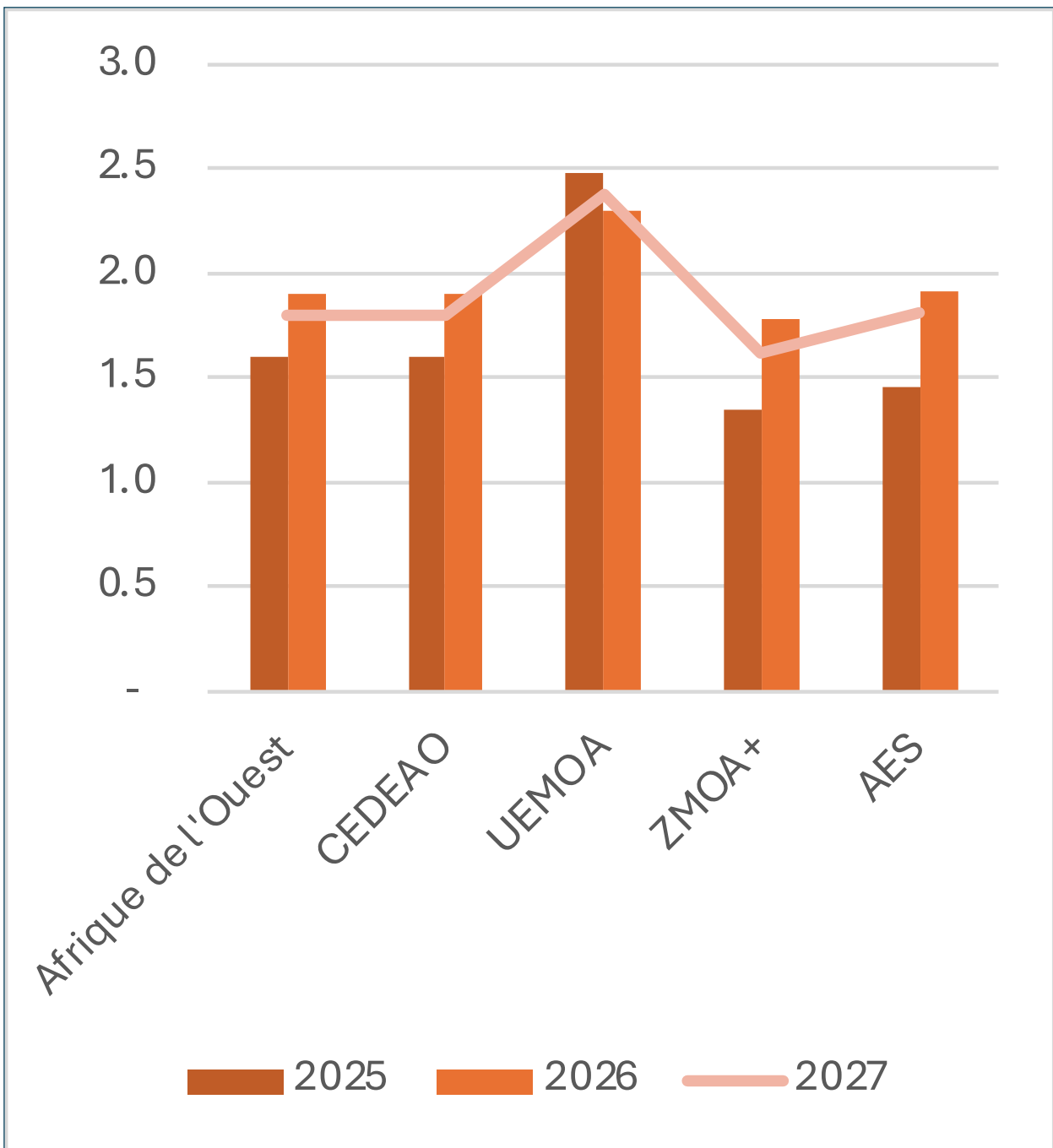
Note : Le personnel de la BIDC a calculé le taux de chômage pour les groupements.

Six millions de personnes en Afrique de l'Ouest devraient être sans emploi d'ici la fin de 2026, un chiffre qui passerait à 6,3 millions en 2027. La productivité du travail devrait progresser dans presque tous les sous-groupes de la sous-région en 2026 et 2027.

Augmentation générale de la productivité

La productivité du travail devrait s'améliorer dans presque tous les groupes de la sous-région en 2026 et 2027. La productivité globale de l'Afrique de l'Ouest devrait se porter à 1,9 % en 2026 avant de ralentir légèrement pour s'établir à 1,8 % en 2027. La productivité du travail dans la CEDEAO suivra une tendance similaire, avec une croissance prévue de 1,8 % pour la ZMAO+ en 2026, puis un ralentissement à 1,6 % en 2027. La productivité dans l'UEMOA baisse à 2,3 % en 2026 avant de remonter à 2,4 % en 2027, tandis que l'AES enregistre une croissance de 1,9 % en 2026, qui retombe à 1,8 % en 2027 (graphique 24).

Graphique 24 : Croissance de la productivité du travail dans la période 2025 - 2027



Source : Personnel de la BIDC basé sur les estimations modélisées de l'OIT (consulté le 26 mai 2026)

Note : Le personnel de la BIDC a calculé la croissance de la productivité pour les regroupements

POTENTIEL DE CROISSANCE





La sous-région continue certes de faire face à des contraintes telles qu'une dette publique élevée, des problèmes de sécurité et une vulnérabilité aux chocs mondiaux, mais plusieurs facteurs pourraient favoriser une croissance et un développement durables. Ces facteurs sont interdépendants et, s'ils sont correctement mis à profit, peuvent favoriser une croissance économique inclusive et résiliente.

Si les événements au Moyen-Orient ont conduit à une révision à la baisse des projections macroéconomiques, certains indicateurs favorables pourraient soutenir les résultats macro-budgétaires, comme indiqué ci-dessous.

Prix avantageux des matières premières

Les cours du pétrole brut ont connu une hausse vertigineuse depuis le début de la guerre, générant des gains exceptionnels pour les principaux exportateurs de la sous-région, notamment le Nigeria et le Ghana. La Côte d'Ivoire et le Sénégal bénéficieront également d'une augmentation des rentes tirées des ressources, ce qui allégera la charge budgétaire et renforcera les réserves de change brutes. Le cours de l'or, bien que moins haussier qu'en 2025, n'a pas chuté comme on le craignait. À ce niveau, les principaux exportateurs d'or comme le Ghana, le Burkina Faso et le Mali en tireront profit, élargissant leur marge de manœuvre budgétaire et renforçant leurs réserves brutes de change si les cours de l'or restent élevés. Les prix de la bauxite ont également connu une hausse marquée en 2026, principalement en raison de contraintes d'approvisionnement. Ces contraintes d'approvisionnement sont dues à des restrictions sur la bauxite brute et à des limitations de production spécifiques à certains sites dans les pays producteurs. La Guinée, qui représente plus de la moitié des exportations mondiales de bauxite par voie maritime, devrait tirer un grand profit de ces niveaux de prix pour améliorer sa marge de manœuvre budgétaire et renforcer ses réserves. Le Ghana et la Sierra Leone devraient également bénéficier des prix élevés de la bauxite.

Accélération de la production

Divers investissements sont en cours dans les pays d'Afrique de l'Ouest dans les secteurs des hydrocarbures, de l'or, de la bauxite et du minerai de fer. L'augmentation de la production d'hydrocarbures en Côte d'Ivoire et au Sénégal, ainsi que celle de la production d'or au Ghana et au Burkina Faso, pourrait propulser la croissance de l'activité économique au-delà des prévisions. Dans un contexte de prix élevés, cette hausse de la production contribuera à renforcer les réserves et à améliorer le solde budgétaire, avec des répercussions positives sur la dette publique.

Reprise des échanges commerciaux

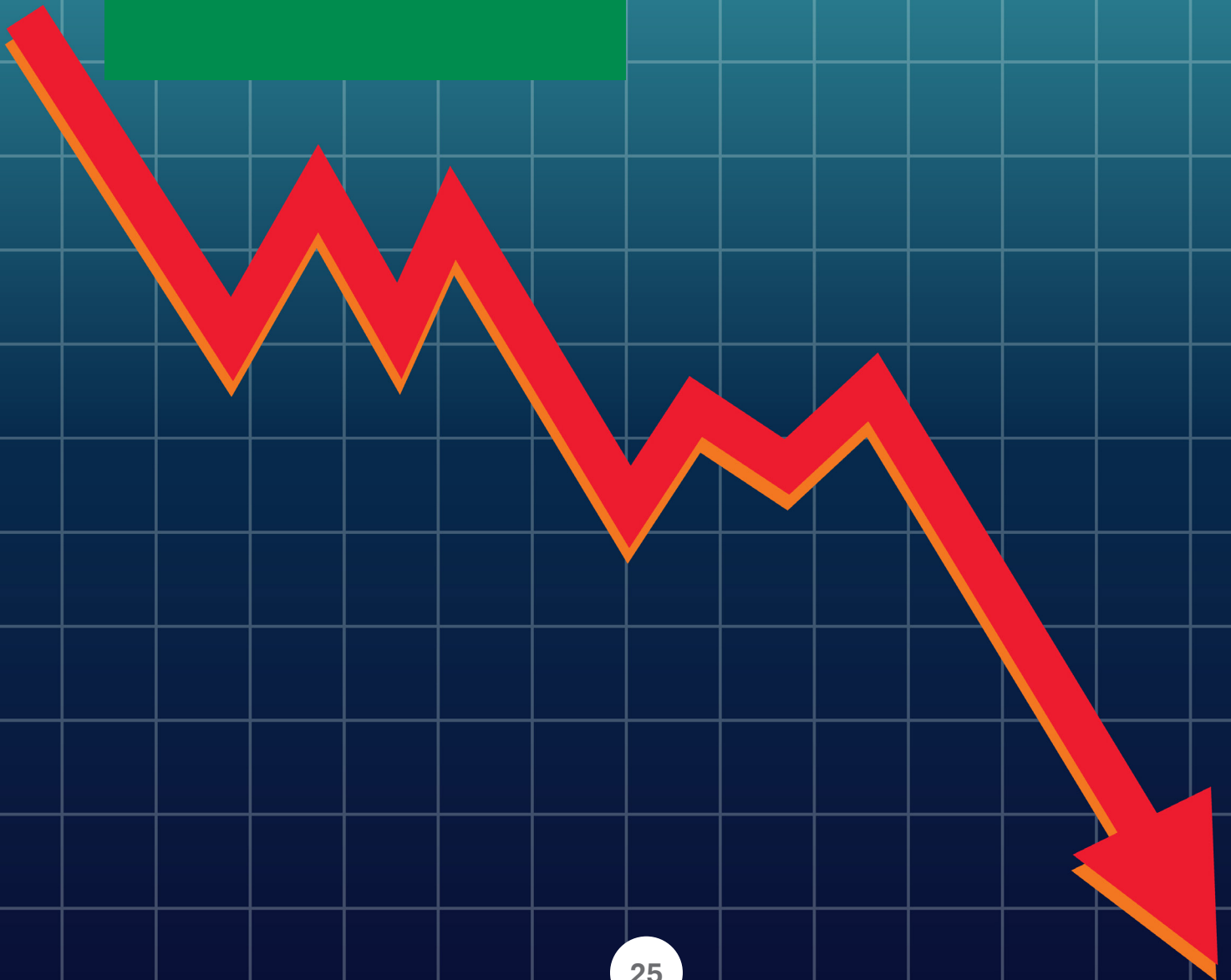
La guerre en Iran a stimulé les exportations pétrolières intrarégionales, le Nigeria fournissant au Ghana, au Togo et à la Côte d'Ivoire des volumes accrus tant de pétrole brut que de produits raffinés. Le Nigeria a également intensifié sa production d'engrais depuis le début de la guerre et pourrait apporter un soulagement partiel à la sous-région si nécessaire. En effet, le commerce du pétrole et des engrais pourrait soutenir les échanges intrarégionaux, en réduisant les coûts d'importation et en stimulant le PIB régional.

À court terme, la guerre au Moyen-Orient pourrait réduire à néant les progrès macroéconomiques réalisés en 2025, en raison de pressions inflationnistes, de hausses des taux d'intérêt et d'un approvisionnement insuffisant en intrants agricoles. Certains de ces facteurs de risque sont examinés ci-dessous.

Dérapages budgétaires

À la suite de la guerre au Moyen-Orient et de la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires qui en a découlé, certains gouvernements sont intervenus pour protéger leurs citoyens en instaurant ou en augmentant les subventions sur les carburants et en annulant les taxes liées à l'énergie. Ces mesures n'étaient pas prévues dans les budgets nationaux, mais elles ont été rendues nécessaires par les circonstances. Il existe un risque de baisse des recettes et d'augmentation des dépenses, ce qui pourrait aggraver le déficit budgétaire dans de nombreux pays de la sous-région.

RISQUES DE DÉTÉRIORATION





Insécurité alimentaire

L'impact de la guerre sur les prix des denrées alimentaires n'a pas été immédiatement visible au premier trimestre de l'année, en raison du calendrier des événements et d'une bonne récolte en 2025 dans toute la sous-région. Si l'abondance de denrées alimentaires de 2025 a atténué l'impact de la guerre sur les prix, les difficultés d'approvisionnement en intrants persisteront à mesure que le conflit s'éternise, ce qui posera des problèmes pour le quatrième trimestre et l'année 2027.

En outre, un régime pluviométrique défavorable aggravera l'insécurité alimentaire. Les précipitations sporadiques, parfois excessives, observées au cours du premier semestre suscitent des inquiétudes quant à l'insuffisance des précipitations pour l'agriculture. Ces deux facteurs, s'ils devaient se concrétiser, pèseraient sur le PIB agricole et freineraient la croissance globale de l'activité économique.

Inflation persistante

Le prix élevé des denrées alimentaires et de l'énergie, principalement dû à la guerre au Moyen-Orient, pourrait réduire à néant les progrès réalisés en 2025 en matière de maîtrise de l'inflation. Les contraintes logistiques risquent de faire remonter les prix aux niveaux observés en 2022 et 2023, selon la durée du conflit. Si la guerre ne prend pas fin rapidement, au plus tard en juin 2026, les prix deviendront incontrôlables et exerceront des pressions inflationnistes sur les pays de la sous-région. Cela freinera la croissance et fera évoluer de nombreux indicateurs macroéconomiques dans la mauvaise direction.

Pressions sur les taux de change

Les prix élevés du pétrole se sont répercutés sur l'inflation globale dans de nombreux pays, entraînant ainsi une augmentation de la facture des importations. Cela a des implications pour le niveau des réserves des pays dont les exportations ne génèrent pas nécessairement des ressources suffisantes. Dans la ZMAO, où les pays appliquent des régimes de taux de change flottants ou flottants contrôlés, cela pourrait entraîner une dépréciation du taux de change, susceptible à son tour d'exercer une pression à la hausse sur les prix. La dépréciation du taux de change aggravera l'inflation, menacera l'assainissement budgétaire et augmentera la dette nominale.

Hausses des taux d'intérêt

Une inflation élevée pourrait relancer les hausses de taux d'intérêt, conformément à la pratique des banques centrales pour juguler l'inflation. Cela entraînera une augmentation du coût de l'emprunt, ce qui se traduira par un alourdissement du service de la dette, une réduction de la marge de manœuvre budgétaire et un accroissement du fardeau de la dette. Des taux d'intérêt élevés freineront également la croissance du PIB et aggraveront le risque de crédit.

Baisse des prix des matières premières

Les progrès réalisés pour lutter contre l'inflation et assurer la stabilité monétaire ont été largement favorisés par une hausse des prix des matières premières, notamment de l'or et d'autres métaux. Les producteurs d'or comme le Ghana et le Libéria ont tiré d'importantes rentes des ressources pour soutenir leurs monnaies nationales, tandis que le Nigeria a bénéficié d'une légère hausse des prix du pétrole brut. Au lendemain de la guerre au Moyen-Orient, les cours de l'or ont chuté à un plus bas de 3 177,25 dollars l'once à la mi-mai en raison de préoccupations liées à la demande et à la logistique. Si les cours de l'or ont rebondi, ils ne sont pas revenus à leurs niveaux d'avant-guerre, et encore moins au pic de 5 417,17 dollars atteint le 28 janvier (graphique 25).

Graphique 25 : Tendances du cours de l'or



Source : Bloomberg (consulté le 15 mai 2026)

Toute chute brutale des prix des matières premières exercera une pression haussière sur le taux de change, ce qui pourrait, à son tour, entraîner une hausse des prix.

Pannes d'électricité généralisées

Les cinq premiers mois de l'année ont été marqués par une succession de pénuries d'électricité dans de nombreux pays de la sous-région. Entre les effondrements du réseau en Côte d'Ivoire et au Nigeria, les difficultés d'approvisionnement en gaz, les travaux de modernisation localisés des infrastructures et les incendies au Ghana, sans oublier l'impact de ces incidents sur l'approvisionnement en électricité au Bénin, au Niger et au Togo, les coupures de courant se sont multipliées en 2026. Cette situation a eu des répercussions négatives sur les entreprises. Si elles persistent, ces difficultés auront un impact négatif sur la croissance de l'activité économique en 2026, avec des répercussions potentielles sur l'inflation en raison des contraintes de production. La fragilité des réseaux nationaux, les retards dans l'entretien des infrastructures, l'insuffisance des réseaux de transport et de distribution, ainsi que l'endettement spécifique au secteur menacent de compromettre la possibilité d'un approvisionnement électrique fiable dans la sous-région.



UNE GUERRE LOINTAINE, DES CHOCs FAMILIERS



WAR

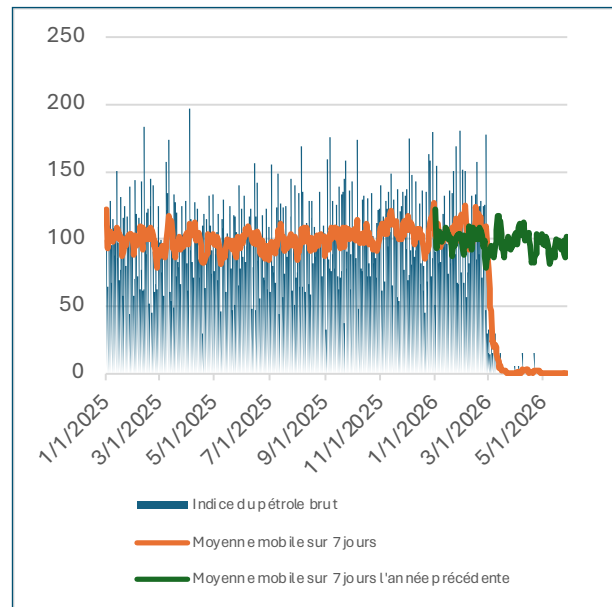
Le conflit qui sévit actuellement au Moyen-Orient s'est révélé être un choc économique mondial majeur. Bien que géographiquement éloignées, les économies d'Afrique de l'Ouest sont étroitement interconnectées au système mondial par le biais du commerce, de la finance, des marchés énergétiques et des liens sécuritaires. En conséquence, les répercussions d'un tel conflit se propagent d'une région à l'autre par de multiples canaux.

Défis liés à l'approvisionnement en énergie et hausse des prix

Le détroit d'Ormuz est un corridor de transit stratégique pour le commerce du pétrole, par lequel transitent environ 25 % des approvisionnements mondiaux en pétrole et en gaz. La guerre a ravivé les inquiétudes relatives à l'approvisionnement, le prix du Brent ayant dépassé les 118 dollars américains le baril au lendemain de la première frappe, avant de redescendre à environ 109 dollars américains à la mi-mai (encadré 2). Le blocus imposé tant par l'Iran que par les États-Unis a renforcé l'incertitude quant à l'approvisionnement et maintenu les prix du pétrole brut et du gaz naturel à un niveau élevé pendant une période prolongée. Cela a entraîné des prix à la pompe élevés en Afrique de l'Ouest, poussant de nombreux gouvernements à prendre des mesures pour octroyer des subventions et/ou supprimer les taxes et prélèvements sur les carburants afin d'alléger la charge pesant sur les consommateurs finaux.

L'Organisation mondiale du commerce (OMC, 2026) estime que les cargaisons de pétrole brut transitant par le détroit d'Ormuz ont chuté de 95 % au lendemain de la guerre. Une analyse comparative de la moyenne mobile sur 7 jours des cargaisons de pétrole en 2025 et en 2026 (graphique 26) corrobore cette affirmation.

Graphique 26 : Cargaisons quotidiennes de pétrole brut sortant par le détroit d'Ormuz



Source : Organisation mondiale du commerce (source : 26 avril 2026)

Les conséquences de la hausse des prix de l'énergie qui s'ensuivront dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest comprennent une augmentation de la facture d'importation, une hausse des tarifs de transport et d'électricité, un renforcement des pressions inflationnistes, un rétrécissement de la marge de manœuvre budgétaire, des pressions accrues sur les réserves de change et des risques de dépréciation monétaire qui en découlent. Pour les exportateurs nets de pétrole, ces risques à la baisse seront contrebalancés par des recettes exceptionnelles issues du pétrole brut et par une amélioration de la situation budgétaire.

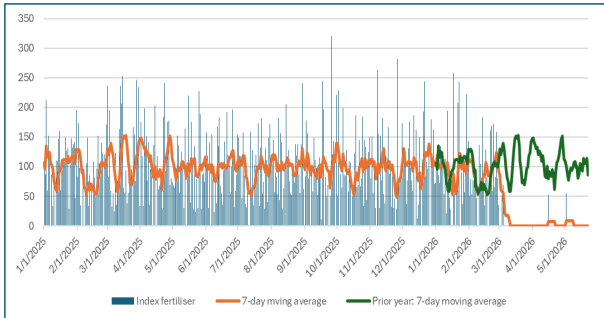
Préoccupations pour la sécurité alimentaire

Environ un quart à un tiers des approvisionnements mondiaux en engrais transportés par voie maritime transitent par le détroit d'Ormuz. Cela fait de ce point de passage stratégique un élément crucial dans les débats sur la sécurité alimentaire mondiale. Avec le blocus du détroit, les inquiétudes concernant l'approvisionnement se sont intensifiées, comme en témoigne la baisse significative des expéditions d'engrais par cette voie depuis le début de la guerre. Selon l'OMC (2026), les cargaisons d'engrais transitant par le détroit d'Ormuz ont chuté d'environ 87 % depuis le début de la guerre, comme l'indique



l'écart entre la moyenne mobile sur 7 jours de 2026 et celle de l'année précédente (graphique 27).

Graphique 27 : Volume quotidien des cargaisons sortantes d'engrais transitant par le détroit d'Ormuz



Source : Organisation mondiale du commerce (source : 26 avril 2026)

Les pays africains, et plus particulièrement ceux d'Afrique de l'Ouest, ne sont certes pas de grands importateurs d'engrais en provenance du Moyen-Orient (on estime leur part à moins de 20 %), mais leur dépendance vis-à-vis des importations d'engrais et de leurs intrants rend le continent vulnérable aux fluctuations mondiales des prix. En effet, étant donné qu'environ 30 % des approvisionnements sont bloqués, le reste du monde sera en concurrence pour les quantités restantes, ce qui entraînera une hausse des prix. Cela explique pourquoi les prix des engrais ont augmenté de 40 à 80 % depuis le début de la guerre.

À l'exception du Nigeria, qui est relativement autosuffisant dans la production d'engrais, le reste de l'Afrique de l'Ouest importe environ 90 % de ses engrais, ce qui le rend encore plus vulnérable aux problèmes d'approvisionnement et aux hausses de prix. Cela accroît les risques d'insécurité alimentaire, en particulier pour la campagne agricole 2026/2027, étant donné que les récoltes de cette dernière année contribuent à amortir les approvisionnements et les prix des denrées alimentaires des années suivantes. Par ailleurs, étant donné que l'Asie subit le coût élevé des engrais, cela se répercutera sur les prix du riz et du blé, denrées de base en Afrique de l'Ouest qui sont principalement importées de cette région. Cette situation pourrait imposer des difficultés aux populations déjà pauvres de la sous-région. Elle pose également des risques budgétaires, avec une pression accrue sur les gouvernements pour qu'ils subventionnent les prix des engrais afin d'améliorer l'approvisionnement en denrées alimentaires.

Resserrement financier et affaiblissement monétaire

La guerre a accru l'incertitude au sein de l'architecture financière mondiale, incitant les investisseurs à transférer leurs capitaux vers des valeurs refuges, en particulier le dollar américain. Les pays d'Afrique de l'Ouest finiront par en faire les frais. La preuve en est que l'indice du dollar a rebondi de 1,5 % depuis le début de la guerre, au 26 mai 2026, entraînant une dépréciation de la plupart des monnaies à taux flottant face à un dollar intrinsèquement fort.

Par exemple, selon les chiffres de Bloomberg au 26 mai 2026, le cedi ghanéen s'était déprécié d'environ 8,3 % face au dollar américain, tandis que le franc CFA avait perdu 1,5 % de sa valeur face au dollar américain depuis le 27 février 2026. Le naira nigérian, en revanche, s'est déprécié de seulement 0,8 % face au dollar américain (graphique 28).

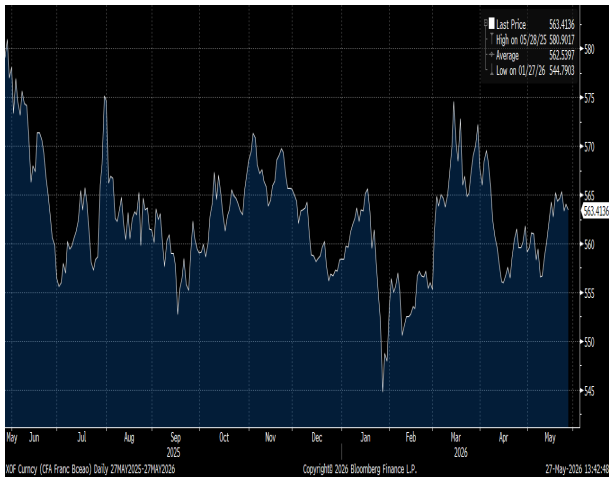
Bien que géographiquement éloignées, les économies d'Afrique de l'Ouest sont étroitement interconnectées au système mondial par le biais du commerce, de la finance, des marchés énergétiques et des liens sécuritaires. En conséquence, les répercussions d'un tel conflit se propagent d'une région à l'autre par de multiples canaux.

Graphique 28 : Performance des devises depuis le début de la guerre au Moyen-Orient

USD-Naira



USD-FCFA



USD-Cedi ghanéen



Source : Bloomberg

Conséquences macroéconomiques potentielles

Les prix élevés de l'énergie et des denrées alimentaires entraînent des difficultés. Les gouvernements souhaiteraient soulager leurs citoyens de ce fardeau dans la mesure où leurs budgets nationaux le permettent. Ces prix élevés se traduiront par une hausse de l'inflation, qui freinera la croissance de l'activité économique. Les subventions sur les carburants et les engrais entraîneront un creusement des déficits budgétaires, accompagné d'une augmentation des emprunts, ce qui se traduira par un lourd fardeau de la dette. La facture élevée des importations exercera une pression significative sur les réserves internationales et sur les monnaies à flottement libre dans la sous-région, augmentant les coûts du service de la dette extérieure et alimentant davantage l'inflation. En effet, la guerre pourrait anéantir les gains macroéconomiques réalisés en 2025, qui constituaient l'une des meilleures performances individuelles et sous-régionales en temps normal depuis longtemps.



Encadré 2 : Chronologie et répercussions de la guerre au Moyen-Orient

Introduction

La guerre au Moyen-Orient a introduit un nouveau degré d'incertitude dans l'architecture économique et géopolitique mondiale, suscitant de vives inquiétudes concernant les chaînes d'approvisionnement et l'inflation pour de nombreux pays. La chronologie ci-après retrace les événements ayant conduit à la guerre, puis présente l'état actuel du conflit avant d'en exposer les implications sur les prix de l'énergie.

Événements antérieurs à la guerre

Juin 2025 : Israël a lancé des frappes à grande échelle contre des installations nucléaires iraniennes (Natanz, Fordo et Isfahan), mettant fin à une période de conflit latent et ouvrant la voie à une confrontation ouverte.

Fin 2025 à début 2026 : les négociations sur le nucléaire ont échoué. L'Iran a intensifié ses déploiements de missiles et ses manœuvres de harcèlement maritime près du détroit d'Ormuz, tandis qu'Israël et les États-Unis ont renforcé leur niveau de préparation militaire.

Début de la guerre ouverte

28 février 2026 : Les États-Unis et Israël lancent une campagne aérienne et de missiles balistiques coordonnée, baptisée «*Opération Epic Fury*», contre les dirigeants iraniens et des cibles nucléaires, balistiques et de défense aérienne. Le Guide suprême iranien Ali Khamenei, ainsi que plusieurs responsables gouvernementaux, sont tués lors des premières frappes. L'Iran qualifie immédiatement ces attaques d'acte de guerre.

Expansion régionale et crise maritime

1er-7 mars 2026 : L'Iran riposte à l'aide de missiles balistiques et de drones contre Israël, les bases américaines et les infrastructures énergétiques des États du Golfe. Téhéran ferme de facto le détroit d'Ormuz, en s'en prenant aux navires marchands ou en les dissuadant d'emprunter cette voie. Les primes d'assurance maritime montent en flèche et de nombreux pétroliers se retrouvent bloqués.

Mi-mars 2026 : la marine américaine a instauré un blocus de fait des ports iraniens ; Israël a frappé des cibles du Hezbollah au Liban. Le nombre de victimes a augmenté en Iran, en Israël et au Liban alors que le conflit s'étendait sur plusieurs fronts.

Cessez-le-feu

7-8 avril 2026 : À l'issue de négociations facilitées par le Pakistan, les États-Unis, Israël et l'Iran ont convenu d'un cessez-le-feu temporaire. L'Iran a annoncé une réouverture conditionnelle du détroit d'Ormuz, tout en conservant des mesures de contrôle sur le transit.

Mi-avril à début mai 2026 : Malgré le cessez-le-feu, les affrontements navals se sont poursuivis. Les États-Unis ont lancé le projet Freedom pour escorter les navires neutres, ce que l'Iran a qualifié de violation de la trêve. Les incidents impliquant des missiles et des drones ont persisté autour des pôles énergétiques du Golfe, en maintenant le conflit officiellement « en pause », mais non résolu.

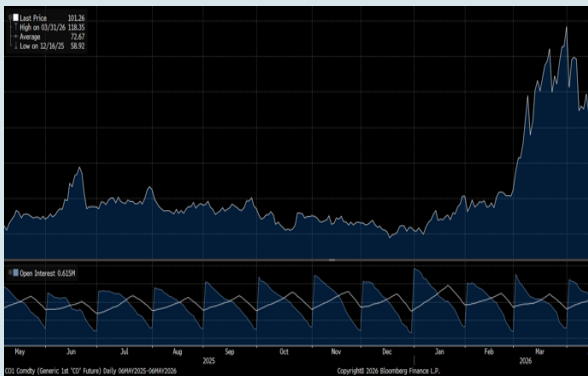
Impact sur les prix du pétrole

1er-2 mars 2026 (premiers jours de cotation après le déclenchement du conflit) : le Brent a bondi d'environ 72 dollars le baril à plus de 90 dollars le baril, les marchés intégrant les perturbations liées au détroit d'Ormuz. Il s'agissait de la plus forte hausse quotidienne du prix du pétrole depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 (figure 2.1).

Mars 2026 : Avec jusqu'à 20 millions de barils par jour de pétrole et de GNL perturbés à Ormuz, le Brent a bondi de près de 51 % en un mois, atteignant brièvement 120 dollars le baril — l'une des plus fortes hausses mensuelles jamais enregistrées — pour s'établir à 115 dollars le baril.

Encadré 2 : Chronologie et répercussions de la guerre au Moyen-Orient

Figure 2.1 : Prix du Brent



Source : Bloomberg (consulté le 6 mai 2026)

Fin mars 2026 : les producteurs du Golfe ont réduit leur production en raison de contraintes de stockage et de risques sécuritaires, accentuant ainsi le choc d'offre et alimentant les anticipations inflationnistes à l'échelle mondiale.

Début à mi-avril 2026 : l'annonce du cessez-le-feu a déclenché des replis marqués, mais de courte durée. Le Brent est passé d'environ 120 dollars à une fourchette comprise entre 105 et 110 dollars le baril, un niveau toujours bien supérieur à celui d'avant-guerre en raison des incertitudes liées à la sécurité du transport et aux coûts d'assurance.

Fin avril à début mai 2026 : les attaques de missiles et de drones près des centres pétroliers des Émirats arabes unis et la poursuite des affrontements navals ont ramené le Brent au-delà de 115 dollars le baril, avec des pics intra-journaliers dépassant les 125 dollars le baril chaque fois que des violations du cessez-le-feu étaient signalées.

Impact sur le marché de détail : aux États-Unis, les prix de l'essence ont dépassé 4,30-4,40 dollars le gallon, tandis que les importateurs asiatiques ont été confrontés à des pénuries de carburant et à des contrôles de prix successifs.

4 mai 2026 : Les États-Unis ont lancé ce qu'ils ont appelé l'opération «*Project Freedom*», dans l'espoir d'en faire un levier pour rouvrir le détroit. Cette opération a également bloqué l'ensemble des opérations de navigation commerciale à destination et en provenance des ports iraniens.

28 mai 2026 : Les États-Unis auraient frappé plusieurs drones et une station de contrôle au sol dans la région du détroit d'Ormuz.

L'Iran aurait, pour sa part, lancé des frappes de drones et de missiles contre le Koweït.

29 mai 2026 : Des discussions ont eu lieu concernant un accord négocié entre les États-Unis et l'Iran pour un cessez-le-feu de 60 jours, sous réserve de l'approbation de M. Trump.



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO

RENFORCER LA RÉSILIENCE



La guerre au Moyen-Orient, tout comme la guerre entre la Russie et l'Ukraine, a mis en lumière la vulnérabilité de la sous-région ouest-africaine à l'égard d'autres régions pour la satisfaction de ses besoins essentiels. La sous-région dépend des importations de céréales et de carburants raffinés, qui constituent des points de tension majeurs en cas de choc externe. Cette guerre représente un choc externe d'une grande ampleur pour les économies ouest-africaines, qui se répercute principalement sur les prix de l'énergie, les perturbations commerciales, l'inflation et les conditions financières. Les vulnérabilités structurelles de la sous-région, en particulier sa dépendance aux importations de carburant et la faible marge de manœuvre budgétaire, en amplifient les effets. Si des progrès significatifs ont été réalisés grâce à l'augmentation des capacités de raffinage et de la production d'engrais au Nigeria, beaucoup reste encore à faire pour parvenir à l'autosuffisance alimentaire et énergétique de la sous-région, protégeant ainsi la population des pleins effets de cette guerre et des chocs à venir.

Cette guerre représente un choc externe d'une grande ampleur pour les économies ouest-africaines, qui se répercute principalement sur les prix de l'énergie, les perturbations commerciales, l'inflation et les conditions financières.

Renforcer les capacités de raffinage

Outre les interventions à court terme visant à atténuer le coût élevé de la vie, il est nécessaire d'investir dans les capacités de raffinage, afin de compléter les capacités déjà existantes dans la sous-région. Le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Sénégal sont d'importants producteurs de pétrole brut, qui importent des quantités substantielles de produits pétroliers raffinés à des prix élevés. Outre le risque lié à l'approvisionnement, les populations doivent supporter les frais de transport, de fret et d'assurance, qui auraient pu être évités si ces pays disposaient de capacités de raffinage suffisantes.

Développer la production d'engrais

Il convient d'augmenter délibérément la production d'engrais dans la sous-région, en particulier dans les pays qui disposent d'un avantage compétitif en la matière. Cela permettrait de contourner les goulets d'étranglement d'approvisionnement, qui sont devenus récurrents au cours des six dernières années, et de garantir la souveraineté alimentaire de

la sous-région. Le Nigeria en sa qualité de producteur majeur de gaz, devrait montrer l'exemple en consolidant sa position d'économie autosuffisante en engrais et envisager d'approvisionner d'autres pays, à mesure que ceux disposant des capacités nécessaires emboîteront le pas.

Encourager le commerce intrarégional

Les événements des six dernières années ont mis en évidence l'importance de l'approvisionnement auprès des pays voisins. Le carburant et les engrais sont deux produits essentiels qui influent directement sur la vie quotidienne et les moyens de subsistance des populations de la sous-région. Il est important, au-delà de l'augmentation des capacités de production, de faciliter le commerce transfrontalier de ces produits à l'échelle sous-régionale, en supprimant les obstacles et en harmonisant les réglementations portuaires et frontalières terrestres qui entravent le commerce. L'intensification des échanges commerciaux dans la sous-région se traduira, à terme, par de meilleurs prix pour les populations et par une prospérité partagée pour tous.

Constituer des réserves budgétaires et de change

L'année 2025 a été une année favorable à de nombreux pays de la sous-région, en raison du niveau élevé des prix des matières premières. Dans un tel contexte, il importe de constituer des réserves budgétaires et de change afin de faire face à des chocs imprévus. Des marges budgétaires réduites limitent la capacité de l'État à intervenir de manière significative pour soulager les souffrances de la population sans compromettre la discipline budgétaire. Si la guerre se prolonge, de nombreux pays qui ont accordé des subventions ou supprimé les taxes sur les carburants verront leurs déficits budgétaires s'accroître ou seront contraints d'abandonner ces mesures.

Les monnaies de la sous-région sont restées globalement stables en 2025. Cette stabilité s'explique par la conjonction de plusieurs facteurs, notamment l'affaiblissement du dollar et les recettes exceptionnelles tirées des exportations de matières premières. Confrontés à une facture d'importation plus élevée, la plupart des pays dont la monnaie fluctue librement verront leurs réserves s'épuiser, ce qui les ramènera sur une trajectoire de dépréciation monétaire et en accentuera les répercussions inflationnistes. Il est donc important de constituer, à moyen et à long terme, des marges de réserves afin de préserver la solidité des monnaies.

RÉFÉRENCES

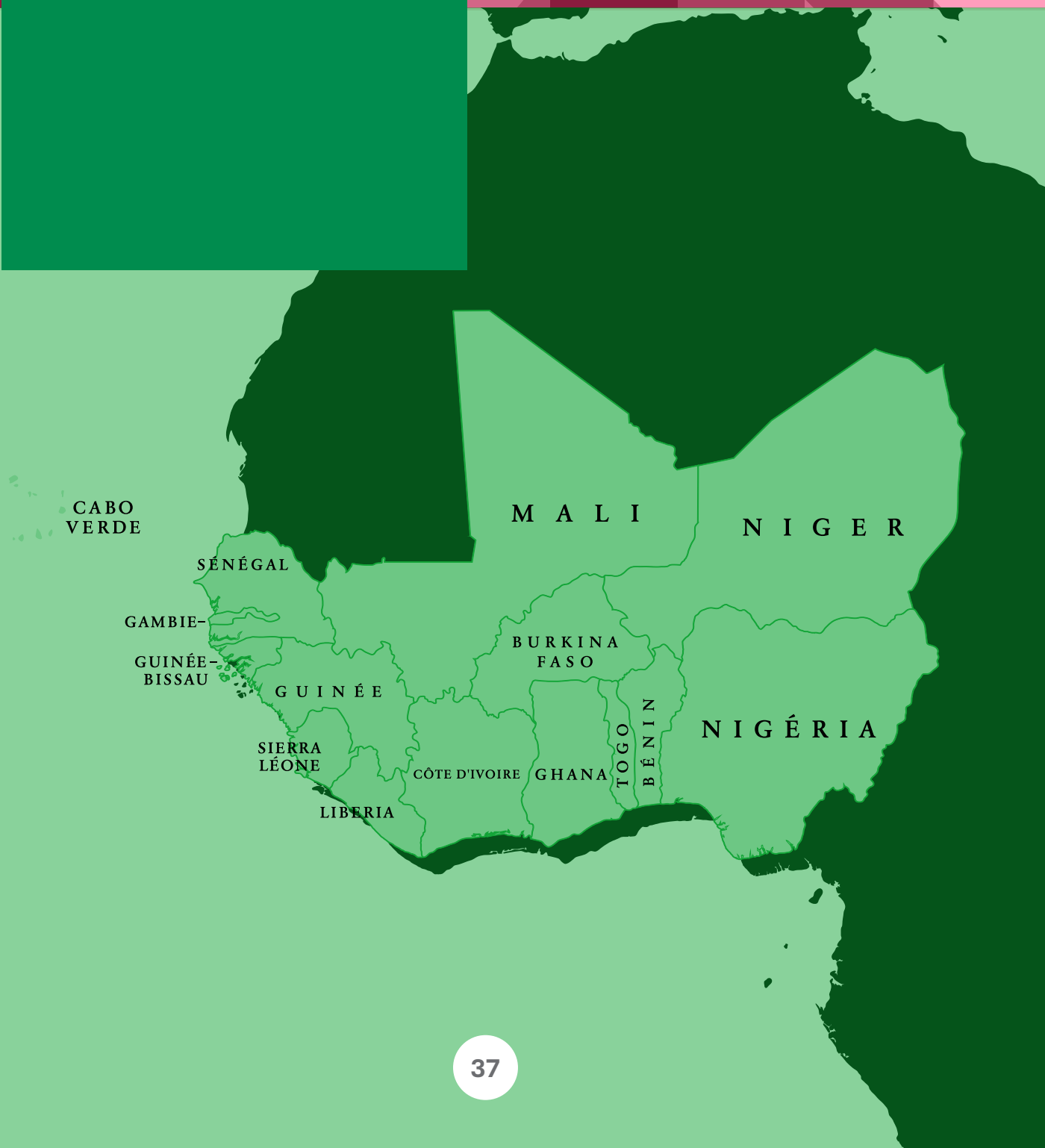
Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture. (2026). Base de données statistiques FAOSTAT. <https://www.fao.org/faostat/en/>

Organisation internationale du travail. (2026). Base de données ILOSTAT. <https://ilostat.ilo.org/data/>

Fonds monétaire international. (avril 2026). *Perspectives de l'économie mondiale : L'économie mondiale menacée par la guerre*. Fonds monétaire international. <https://www.imf.org/-/media/files/publications/weo/2026/april/english/text.pdf>

Organisation mondiale du commerce. (22 mai 2026). Strait of Hormuz Trade Tracker. Strait of Hormuz Trade Tracker | Data Lab

FICHES PAYS





BÉNIN



Performance macroéconomique

L'économie béninoise a maintenu une dynamique de croissance soutenue en 2025, dans la continuité des résultats exceptionnels de 2024, année durant laquelle la croissance avait atteint 7,5%. La croissance du PIB réel en 2025 s'est établie à 7,5 %, portée par l'agriculture, l'agro-industrie, la construction et les services, notamment le commerce, le transport et le tourisme. L'activité industrielle a bénéficié d'une utilisation accrue des capacités dans la zone industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ), tandis que l'activité portuaire s'est fortement redressée après les perturbations commerciales antérieures avec les pays voisins. L'inflation moyenne est retombée à 1,1 % en 2025, contre 1,2 % en 2024, traduisant une production agricole favorable et une normalisation des prix des carburants. Le solde budgétaire s'est amélioré, passant de -3,1 % du PIB en 2024 à -2,9 % en 2025, sous l'effet d'une forte mobilisation des recettes intérieures et d'une meilleure maîtrise des dépenses. La dette publique a reculé pour s'établir à 57,3 % du PIB en 2025, contre 60,5 % en 2024, soutenue par une forte croissance du PIB nominal et un léger déficit primaire. Le compte courant est resté déficitaire, bien qu'il se soit réduit pour s'établir à -5,7 % du PIB en 2025, contre -6,0 % en 2024, en raison de l'augmentation des exportations de produits agricoles transformés et des services portuaires.

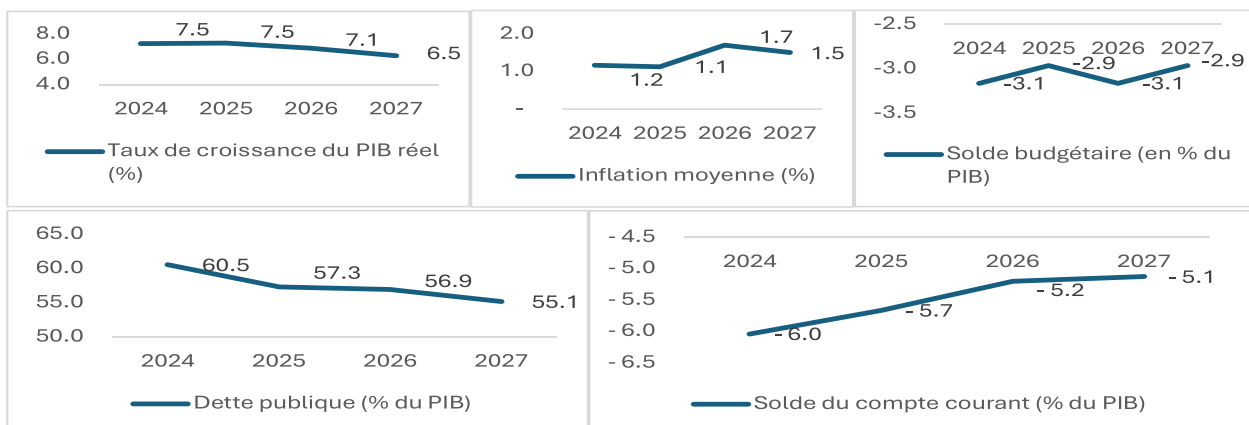
Perspectives

La croissance du PIB réel devrait maintenir sa vigueur et s'établir à 7,1 % en 2026 puis 6,5 % en 2027, soutenue par la poursuite des investissements dans

les infrastructures, l'agro-industrie, notamment avec l'extension de la GDIZ, ainsi que dans les services. L'inflation moyenne devrait rester modérée, tout en enregistrant une légère hausse pour atteindre 1,7 % en 2026 avant de redescendre à 1,5 % en 2027, en l'absence de chocs majeurs sur l'offre, notamment liés à la guerre au Moyen-Orient. Le compte courant devrait continuer à se détériorer et atteindre -5,2 % du PIB en 2026 et -5,1 % en 2027, respectivement, à mesure que la capacité d'exportation s'accroît et que l'import-substitution s'intensifie grâce à la transformation locale. Le solde budgétaire devrait rester proche du seuil de l'UEMOA fixé à -3,0 % du PIB jusqu'en 2027. Il devrait se détériorer légèrement et atteindre -3,1 % du PIB en 2026 avant de s'améliorer pour atteindre -2,9 % en 2027. Quant à la dette publique, elle devrait poursuivre sa baisse pour s'établir à 56,9 % du PIB en 2026, puis à 55,1 % en 2027.

Défis à relever

Les risques pesant sur les perspectives découlent de l'insécurité régionale, des chocs climatiques affectant l'agriculture et de la reprise des perturbations commerciales avec les pays voisins. Le durcissement des conditions financières mondiales pourrait également faire grimper les coûts d'emprunt, tandis que la guerre au Moyen-Orient menace la stabilité macroéconomique, à l'instar de la guerre en Ukraine. Pour faire face à ces risques, il faudra renforcer l'efficacité des dépenses de sécurité, investir dans l'adaptation au changement climatique et diversifier davantage la base économique.



BURKINA FASO



Performance macroéconomique

Le Burkina Faso a enregistré une croissance soutenue en 2025, le PIB ayant légèrement progressé pour atteindre 5,0 %, contre 4,8 % en 2024, grâce à une expansion généralisée du secteur des services, à une production agricole résiliente bénéficiant de précipitations favorables et de programmes de soutien gouvernementaux, ainsi qu'à une reprise de l'activité minière dans un contexte de hausse des cours de l'or. L'inflation a fortement reculé, les prix moyens à la consommation chutant à -0,5 %, reflétant la baisse des prix des denrées alimentaires et l'amélioration des conditions d'approvisionnement au sein du cadre monétaire de l'UEMOA. La situation budgétaire s'est améliorée dans le cadre du programme appuyé par le FMI ; le solde budgétaire global s'étant nettement réduit pour s'établir à -3,5 % du PIB, grâce à une mobilisation accrue des recettes intérieures, en particulier celles provenant du secteur minier, et à une stricte maîtrise des dépenses. La dette publique a continué de baisser pour s'établir à 52,0 % du PIB, contre 57,2 % en 2024, principalement en raison de la forte croissance du PIB nominal. La position extérieure s'est nettement renforcée, l'augmentation des recettes d'exportation (principalement d'or) et l'amélioration des modalités de commerce ayant permis au compte courant de passer d'un déficit à un excédent de 6,7 % du PIB en 2025.

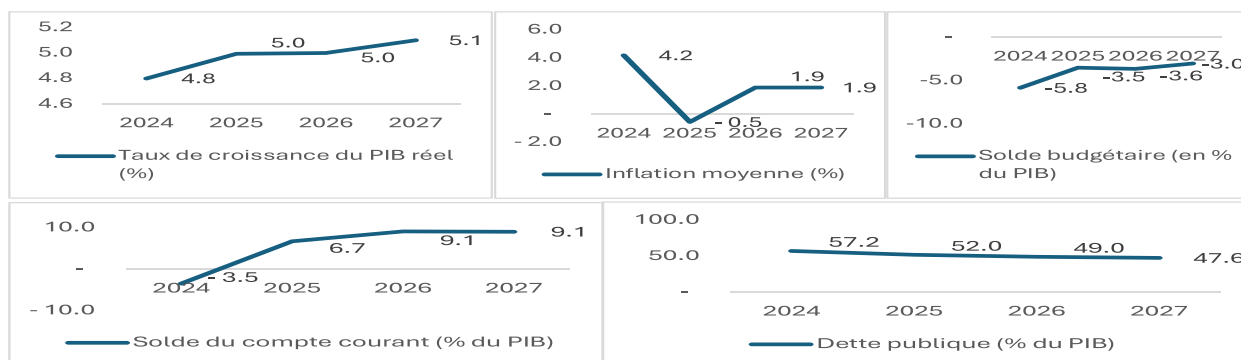
Perspectives

Les projections de croissance du PIB font état d'une poursuite de l'expansion, quoique légèrement modérée, l'activité économique devant progresser de 5,0 % en 2026 avant de remonter légèrement pour s'établir à 5,1 % en 2027. Cette évolution traduit la

normalisation de la production agricole après de bonnes récoltes, une activité soutenue dans les services et une production minière stable. L'inflation devrait demeurer modérée, dans la fourchette de convergence de l'UEMOA, bien que l'inflation moyenne devrait passer de -0,5 % en 2025 à 1,9 % en 2026 et 2027. La hausse des prix aura un impact négatif sur le solde budgétaire, qui se détériorera légèrement pour atteindre -3,6 % du PIB en 2026 avant de se resserrer à 3% en 2027. La dette publique devrait reculer à 49,0 % du PIB en 2026, puis à 47,6 % en 2027. Le secteur extérieur devrait rester solide, le compte courant conservant un excédent (à savoir 9,1 % du PIB en 2026 et 2027), grâce à des modalités de commerce favorables et à de solides recettes d'exportation d'or.

Défis à relever

Une détérioration de la situation sécuritaire, déjà fragile, perturberait gravement l'activité économique, dissuaderait les investissements et limiterait la production agricole et minière. En outre, l'économie reste fortement exposée aux chocs climatiques, notamment aux sécheresses et aux inondations, qui menacent la production vivrière et aggravent une pénurie alimentaire déjà grave. La forte dépendance du pays à l'égard d'une base d'exportation faible (notamment l'or et le coton) le rend sensible aux fluctuations des termes de l'échange et à la volatilité des cours mondiaux des matières premières. Ces risques sont aggravés par une marge de manœuvre budgétaire limitée et des pressions croissantes sur les dépenses publiques, en particulier celles liées à la sécurité, pouvant entraver l'assainissement budgétaire en cours et accentuer les risques d'endettement en cas de matérialisation des chocs.





CABO VERDE



Performance macroéconomique

La croissance du PIB réel du Cabo Verde a ralenti pour s'établir à 5,5 % en 2025, contre 7,2 % en 2024, soutenue par la poursuite de l'expansion du tourisme, de la construction et des services connexes, la hausse des transferts de fonds, ainsi que par l'augmentation de la consommation privée. L'inflation est demeurée modérée et bien ancrée, même si l'inflation moyenne a atteint 2,3 % en 2025, contre 1,1 % en 2024. La situation budgétaire s'est nettement améliorée, le solde budgétaire global passant à un excédent de 1,1 % du PIB, contre -1,1 % en 2024. Cette évolution s'explique par une forte mobilisation des recettes fiscales, des recettes exceptionnelles provenant de concessions (liées à l'accord de privatisation/gestion des aéroports du pays) et une gestion rigoureuse des dépenses. La dette publique a poursuivi sa trajectoire descendante, tout en demeurant élevée, pour s'établir à environ 96,2 % du PIB, reflétant un assainissement budgétaire soutenu et une forte croissance nominale. Le compte courant est resté excédentaire à hauteur de 3,6 % du PIB, soutenu par le dynamisme des recettes touristiques, des transferts de fonds et par l'amélioration des performances à l'exportation.

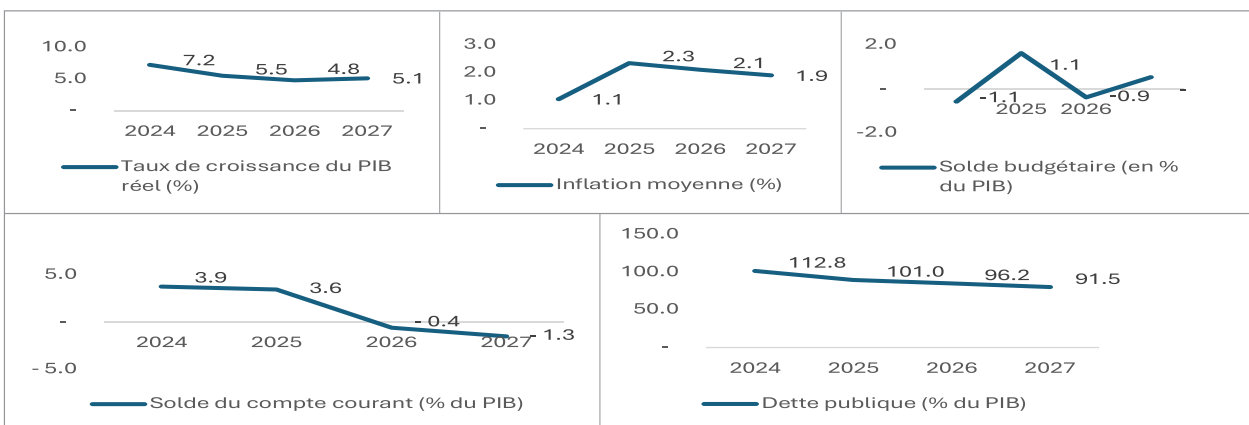
Perspectives

La croissance du PIB réel au Cabo-Verde devrait ralentir pour s'établir à 4,8 % en 2026 avant de rebondir à 5,1 % en 2027, soutenue par des flux touristiques soutenus, des investissements publics et une consommation alimentée par les transferts de fonds. L'inflation devrait rester faible et stable, avec une moyenne de 2,1 % en 2026 et 1,9 % en 2027. Le solde budgétaire devrait rester modéré, même s'il sortira de la zone d'excédent pour s'établir à -0,9 % du PIB en 2026 avant de s'améliorer pour atteindre près de zéro en 2027, les recettes plus importantes et le contrôle des dépenses compensant la baisse des gains ponctuels. La dette publique devrait poursuivre sa trajectoire descendante, tombant à environ 91,5 % du PIB en 2026, puis à 89,5 % en 2027, soutenue par des excédents primaires et une croissance nominale robuste. Le compte courant devrait passer d'un excédent à un déficit de 0,4 % du PIB, sous l'effet de l'augmentation de la demande d'importations liée aux besoins en investissement et en énergie, partiellement compensée par des recettes touristiques et des transferts de fonds importants.

solde budgétaire devrait rester modéré, même s'il sortira de la zone d'excédent pour s'établir à -0,9 % du PIB en 2026 avant de s'améliorer pour atteindre près de zéro en 2027, les recettes plus importantes et le contrôle des dépenses compensant la baisse des gains ponctuels. La dette publique devrait poursuivre sa trajectoire descendante, tombant à environ 96,2 % du PIB en 2026, puis à 91,5 % en 2027, soutenue par des excédents primaires et une croissance nominale robuste. Le compte courant devrait passer d'un excédent à un déficit de 0,4 % du PIB, sous l'effet de l'augmentation de la demande d'importations liée aux besoins en investissement et en énergie, partiellement compensée par des recettes touristiques et des transferts de fonds importants.

Défis à relever

La forte dépendance du pays à l'égard du tourisme le rend vulnérable aux chocs de la demande extérieure, aux tensions géopolitiques et aux fluctuations des revenus et des flux de voyage sur les principaux marchés émetteurs européens. En outre, le pays est confronté à des vulnérabilités externes persistantes, notamment l'exposition aux prix mondiaux de l'énergie et des denrées alimentaires et au durcissement des conditions financières internationales, susceptibles d'aggraver les déséquilibres extérieurs et d'exercer une pression sur les réserves. Les risques liés au climat restent importants, la fréquence croissante des sécheresses et des phénomènes météorologiques extrêmes menaçant les ressources en eau, les infrastructures et la viabilité du tourisme et de l'agriculture.



CÔTE D'IVOIRE



Performance macroéconomique

L'activité économique en Côte d'Ivoire est demeurée robuste, le PIB réel ayant progressé de 6,5 %, contre 6,0 % en 2024, grâce aux services (en particulier le commerce et les activités numériques), à la croissance industrielle soutenue par la construction et la nouvelle production d'hydrocarbures, ainsi qu'à la résilience de la production agricole, notamment celle du cacao. L'inflation moyenne a fortement reculé, passant de 3,4 % en 2024 à environ 0,1 %, grâce à la baisse des prix des denrées alimentaires et à des conditions monétaires prudentes dans le cadre de l'UEMOA. La situation budgétaire a considérablement progressé, le déficit budgétaire global s'étant réduit à 3,0 % du PIB, soutenu par une forte mobilisation des recettes et un meilleur contrôle des dépenses. La dette publique a légèrement diminué pour s'établir à 56,3 % du PIB, traduisant la persistance de la discipline budgétaire et la régularité de la croissance. Le déficit courant s'est considérablement réduit pour s'établir à 1,1 % du PIB, grâce à l'amélioration des modalités de commerce, en particulier la hausse des prix du cacao, et à l'augmentation des exportations de pétrole, parallèlement à une croissance modérée des importations.

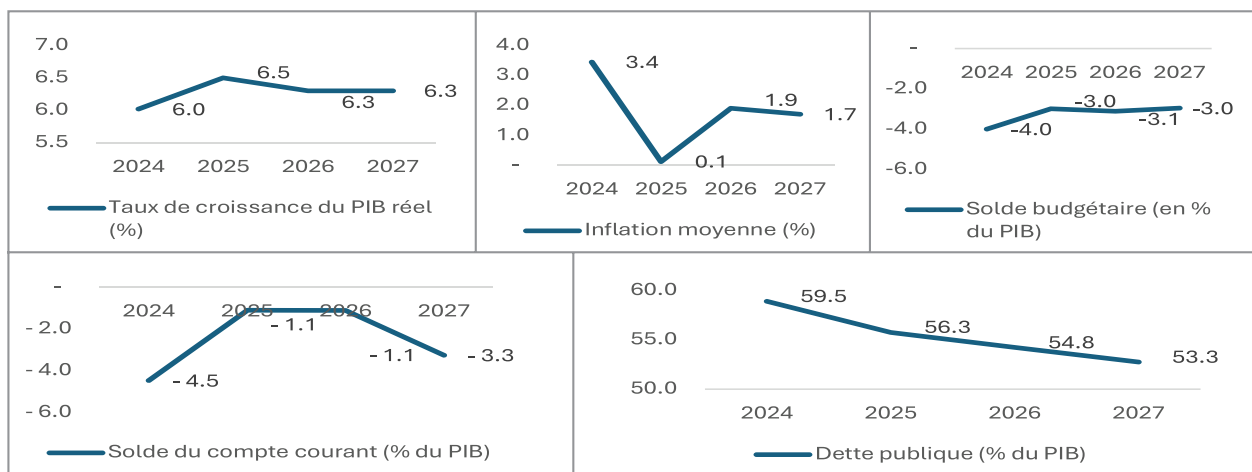
Perspectives

La croissance de l'économie ivoirienne devrait ralentir pour s'établir à 6,3 % en 2026 et 2027. Cette croissance demeurera néanmoins solide, soutenue par la vigueur de la consommation et de l'investissement privés, l'expansion de la production d'hydrocarbures et la

poursuite du développement des infrastructures. L'inflation devrait rester modérée, même si elle devrait augmenter à 1,9 % en 2026 et reculer légèrement à 1,7 % en 2027, grâce à l'amélioration des conditions d'approvisionnement alimentaire et à une politique monétaire prudente. La politique budgétaire devrait rester axée sur l'assainissement, le déficit budgétaire global augmentant légèrement pour atteindre -3,1 % du PIB en 2026, avant de revenir à -3,0 % en 2027. La dette publique devrait rester modérée et suivre une trajectoire descendante, tombant à 54,8 % du PIB en 2026, puis à 53,3 % en 2027, reflétant une croissance soutenue et l'amélioration des soldes budgétaires. Le compte courant devrait se stabiliser à -1,1 % du PIB en 2026, soutenue par la hausse de la production pétrolière, des prix favorables des matières premières et la diversification des exportations.

Défis à relever

L'exposition à la volatilité des prix des matières premières, en particulier du cacao et, de plus en plus, du pétrole, constitue un facteur de risque majeur pour l'économie ivoirienne. Par ailleurs, les phénomènes météorologiques défavorables affecteraient la production de cacao, de noix de cajou et des cultures vivrières. Les risques externes, notamment le durcissement des conditions financières mondiales, les tensions géopolitiques affectant les prix de l'énergie et les répercussions potentielles de l'insécurité régionale au Sahel, constituent des menaces pour l'investissement, le commerce et la stabilité macroéconomique.





GAMBIE



Performance macroéconomique

La Gambie a enregistré une amélioration notable de sa performance macroéconomique en 2025, avec une croissance du PIB portée à 6,0 %, contre 5,6 % en 2024, soutenue par l'expansion de l'agriculture, de la construction et, surtout, des services, le tourisme, les transferts de fonds et la consommation privée constituant les principaux moteurs de la demande. L'inflation moyenne a nettement reculé à 7,9 %, contre 11,6 % en 2024, en raison de la baisse des prix des denrées alimentaires et du durcissement des conditions monétaires. La situation budgétaire s'est également améliorée, passant de -4,0 % à -2,9 % du PIB, grâce à une meilleure mobilisation des recettes et un meilleur contrôle des dépenses. La dette publique est restée élevée, mais a suivi une trajectoire descendante, le ratio dette/PIB tombant à 73,9 %, grâce à l'assainissement budgétaire et à une croissance nominale plus forte. Le déficit du compte courant s'est nettement réduit, passant de -6,5 % du PIB en 2024 à -5,0 % en 2025, grâce à la vigueur des recettes touristiques, à la hausse des transferts de fonds et à une demande d'importations plus modérée.

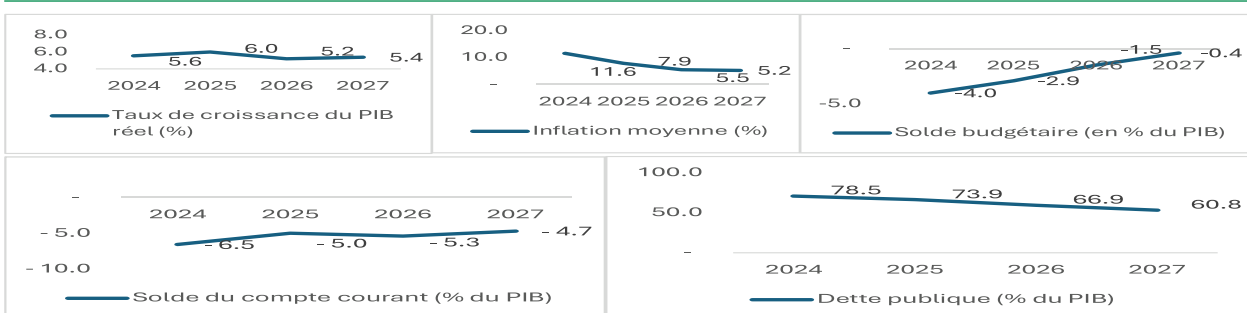
Perspectives

La croissance du PIB réel devrait se contracter à 5,2 % en 2026 et à 5,4 % en 2027, grâce à l'expansion soutenue du tourisme, de l'agriculture et de la consommation induite par les transferts de fonds, bien que tempérée par l'assainissement budgétaire et des chocs extérieurs. L'inflation devrait continuer à s'atténuer pour demeurer à un chiffre : 5,5 % en 2026 et 5,2 % en 2027, grâce au durcissement de la politique monétaire et à la baisse des pressions sur les prix des denrées alimentaires. Le déficit budgétaire global devrait se réduire à -1,5 % du

PIB en 2026, puis à -0,4 % en 2027, grâce à une meilleure mobilisation des recettes et à la maîtrise des dépenses. La dette publique devrait passer pour la première fois depuis longtemps sous le seuil de 70 % du PIB. Elle devrait s'établir à 66,9 % du PIB en 2026, puis à 60,8 % en 2027. Le compte courant, en revanche, devrait se détériorer pour atteindre -5,3 % du PIB en 2026 avant de s'améliorer pour s'établir à -4,7 % en 2027. L'aggravation du déficit est principalement due aux besoins d'importation et à la demande d'investissement, les recettes touristiques importantes et les entrées de fonds provenant des transferts extérieurs en atténueront l'impact en 2027.

Défis à relever

L'une des principales préoccupations est le niveau élevé de la dette publique du pays, qui continue d'absorber une part importante des ressources budgétaires, limitant ainsi la marge de manœuvre pour les dépenses de développement et augmentant la vulnérabilité aux chocs. La dépendance de l'économie à l'égard du tourisme, des transferts de fonds et des importations la rend particulièrement exposée aux chocs externes. Un ralentissement des principales économies partenaires ou des perturbations mondiales pourrait affaiblir les soldes extérieures et la croissance. La persistance du déficit du compte courant et les pressions sur les devises étrangères soulignent encore davantage la fragilité extérieure, en particulier dans un contexte de hausse de la demande d'importations et de diversification limitée des exportations. En outre, le pays est confronté à des risques liés au climat, notamment des précipitations irrégulières, des inondations et l'érosion côtière, qui menacent la production agricole, les infrastructures et les moyens de subsistance dans une économie largement sensible au climat.



GHANA



Performance macroéconomique

La croissance économique du Ghana s'est accélérée pour atteindre 6,0 %, portée par une forte expansion des services, un rebond de l'agriculture et une consommation et des investissements privés solides, ainsi que par d'excellentes performances des exportations d'or. L'inflation a fortement reculé, passant de niveaux élevés en 2024 à une moyenne de 14,2 %, traduisant l'effet d'une politique monétaire restrictive, une amélioration de l'approvisionnement alimentaire, une appréciation du taux de change et une stabilisation des conditions macroéconomiques. L'assainissement budgétaire a été significatif, le solde budgétaire global se resserrant à environ -1,3 % du PIB, grâce à une forte mobilisation des recettes, à la maîtrise des dépenses et aux réformes menées dans le cadre du programme soutenu par le FMI. La dette publique a nettement diminué à la suite des efforts de restructuration et de l'amélioration des résultats budgétaires, pour s'établir à 48,8 % du PIB. Le Ghana a enregistré un excédent du compte courant d'environ 7,9 % du PIB, porté par le niveau élevé des exportations d'or, l'augmentation des transferts de fonds et la constitution de réserves.

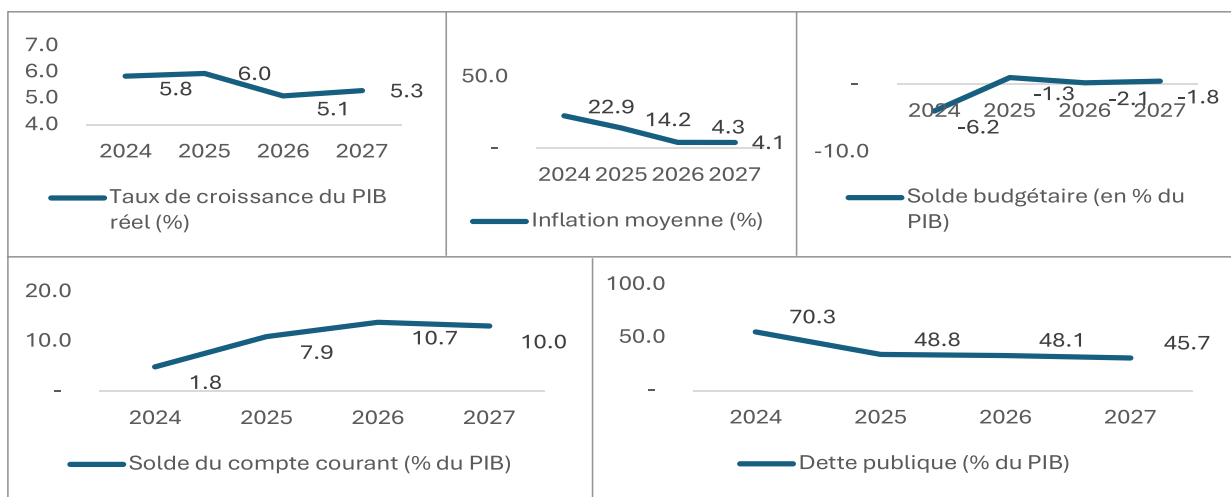
Perspectives

Les perspectives macroéconomiques du Ghana pour 2026-2027 laissent entrevoir une stabilisation continue, avec une croissance modérée, une faible inflation et une amélioration de la dynamique budgétaire et de la dette, bien que des risques

subsistent. La croissance du PIB réel devrait ralentir pour s'établir à 5,1 % en 2026 et à 5,3 % en 2027, soutenue par la reprise en cours dans les services et l'agriculture, la poursuite des investissements et la vigueur des exportations de matières premières. L'inflation moyenne devrait baisser fortement pour s'établir respectivement à 4,3 % et 4,1 % en 2026 et 2027, sous l'effet du maintien de la discipline monétaire et la stabilité des taux de change. Le solde budgétaire devrait s'améliorer modérément pour atteindre -2,1 % du PIB en 2026, avant de s'établir à -1,8 % en 2027. La dette publique devrait continuer à diminuer progressivement pour s'établir à 48,1 % du PIB en 2026, puis à 45,7 % en 2027, grâce aux gains liés à la restructuration de la dette et à une politique budgétaire prudente. Le compte courant devrait rester positif, atteignant 10,7 % du PIB en 2026 avant de reculer pour s'établir à 10,0 % en 2027.

Défis à relever

Le Ghana est confronté à des fluctuations des prix des matières premières, en particulier de l'or, du pétrole et du cacao, qui constituent le pilier des recettes d'exportation et des recettes budgétaires. Le pays reste également sensible aux chocs mondiaux, notamment à la hausse des prix de l'énergie et aux tensions géopolitiques, qui peuvent accroître les coûts d'importation, raviver les pressions inflationnistes et peser sur les soldes extérieurs compte tenu de la dépendance du Ghana vis-à-vis des importations de carburant.





GUINÉE



Performance macroéconomique

L'économie guinéenne a enregistré une croissance remarquable de 6,7 % de son activité économique en 2025, soutenue par une grande production de bauxite et une augmentation des investissements. L'inflation s'est atténuée pour s'établir à 3,1 %, contre 4,5 % en 2024, grâce à la stabilité des taux de change, à l'atténuation des chocs d'offre et au durcissement des conditions monétaires. Toutefois, les pressions budgétaires se sont intensifiées, le solde budgétaire global passant à -7,0 % du PIB, contre -5,0 % en 2024, en raison de la hausse des dépenses d'infrastructure, des subventions énergétiques et une mobilisation limitée des recettes intérieures. La dette publique, qui est restée en deçà de 50 % du PIB pendant une bonne période, a reculé pour s'établir à 48,1 % du PIB, l'endettement ayant financé des investissements liés à de grands projets miniers. Le compte courant s'est en revanche fortement détérioré, passant de -14,7 % du PIB en 2024 à -22,3 % en 2025, principalement en raison d'importantes importations de biens d'équipement liées au projet de minerai de fer de Simandou.

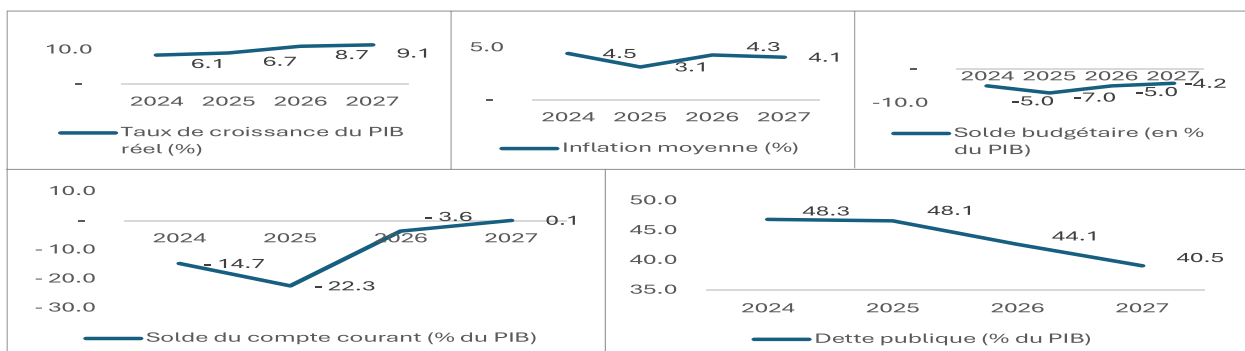
Perspectives

La croissance du PIB réel devrait s'accélérer fortement pour atteindre environ 8,7 % en 2026, puis passer à 9,1 % en 2027, soutenue par la mise en œuvre de grands projets miniers, notamment l'exploitation du gisement de fer de Simandou, et par des investissements soutenus dans les infrastructures extractives. L'inflation devrait rester relativement modérée, même si elle devrait atteindre 4,3 % en 2026 avant de reculer légèrement pour s'établir à 4,1 % en 2027, grâce à la stabilité des taux

de change et à l'assouplissement des contraintes d'approvisionnement sur le marché intérieur. Le solde budgétaire devrait se détériorer pour atteindre -5,0 % du PIB en 2026, puis -4,2 % en 2027, conformément à la poursuite des dépenses d'infrastructure, des difficultés de mobilisation des recettes et de la nécessité de soutenir l'expansion menée par le secteur minier. La dette publique devrait rester modérée, reculant à 44,1 % du PIB en 2026, puis à 40,5 %, en phase avec une forte croissance du PIB nominal et un solde budgétaire en amélioration. Le compte courant devrait se réduire et atteindre -3,6 % du PIB en 2026, passant en déficit, pour terminer l'année 2027 à 0,1 %.

Défis à relever

La forte dépendance vis-à-vis du secteur extractif, en particulier de la production de bauxite et, plus récemment, de minerai de fer, rend la croissance très sensible aux fluctuations mondiales des prix des matières premières et limite la répercussion des gains économiques sur l'emploi et la réduction de la pauvreté. La faiblesse des liens entre le secteur minier et le reste de l'économie freine la diversification et la croissance inclusive. Parallèlement, l'intensification des grands projets d'infrastructure liés à l'exploitation minière risque d'entretenir des déficits budgétaires importants et des besoins d'emprunt croissants, ce qui fait peser des risques sur la viabilité budgétaire si les recettes du secteur ne sont pas mobilisées et gérées efficacement. Le pays reste également exposé à des déséquilibres extérieurs, car la forte demande d'importations de biens d'équipement continue d'aggraver le déficit du compte courant, rendant la Guinée vulnérable aux chocs de financement et aux fluctuations des flux d'investissements étrangers.



GUINÉE-BISSAU



Performance macroéconomique

La croissance du PIB réel de la Guinée-Bissau en 2025 a légèrement augmenté pour atteindre 5,5 %, contre 4,8 % en 2024, grâce à une production et des exportations de noix de cajou plus importantes, qui ont stimulé la consommation privée et l'activité dans le secteur des services. L'inflation moyenne a fortement reculé pour s'établir à 0,9 %, contre 3,7 % en 2024, reflétant la baisse des prix internationaux des carburants, l'atténuation des pressions sur les prix intérieurs et des effets de base favorables. Le solde budgétaire s'est amélioré pour s'établir à -6,7 % du PIB en 2025, contre -7,3 % en 2024, soutenu par des recettes plus élevées liées à la noix de cajou, mais freiné par une faible mobilisation fiscale et des pressions sur les dépenses. La dette publique est restée élevée, bien que sur une voie baissière, pour s'établir à environ 75,3 % du PIB, traduisant les efforts continus visant à rétablir la viabilité de la dette. Le déficit du compte courant s'est réduit pour atteindre -6,2 % du PIB, bénéficiant de l'amélioration des volumes et des prix des exportations de noix de cajou.

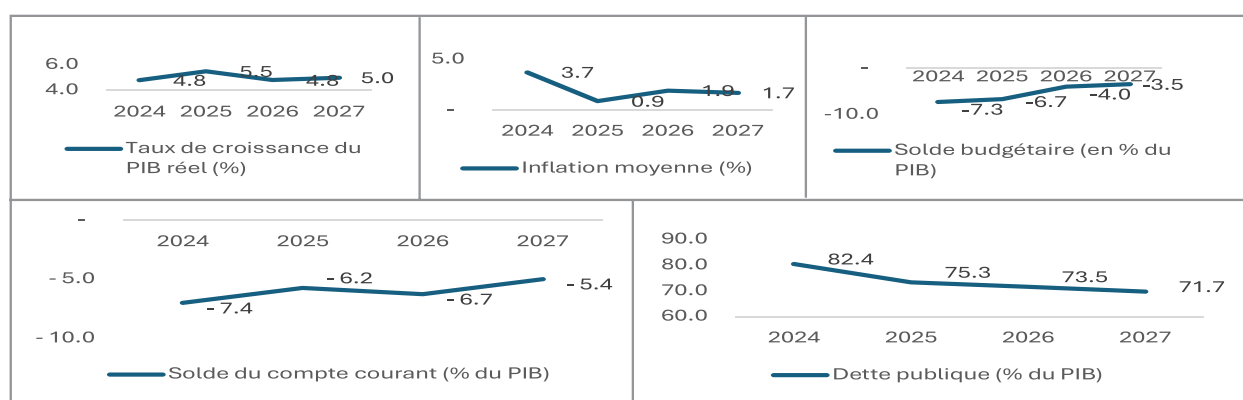
Perspectives

La croissance du PIB réel du pays devrait ralentir pour s'établir à 4,8 % en 2026, sous l'effet des défis liés à l'affaiblissement de la demande extérieure de noix de cajou, aux pressions géopolitiques affectant les prix mondiaux et à l'incertitude politique intérieure, bien que l'agriculture et les services demeurent des moteurs clés. L'inflation devrait augmenter pour atteindre en moyenne 1,9 % en 2026, avant de retomber à 1,7 % en 2027. L'assainissement

budgétaire devrait se poursuivre ; le solde budgétaire global se resserrant à -4,0 % du PIB en 2026, puis à -3,5 % en 2027, sous réserve d'une meilleure mobilisation des recettes et d'une maîtrise des dépenses dans le cadre des programmes de réforme en cours. La dette publique devrait continuer de baisser, tout en restant élevée, reculant légèrement à 73,5 % du PIB en 2026 puis à 71,7 % en 2027, tandis que le compte courant progressera légèrement pour atteindre -6,7 % du PIB en 2026 avant de reculer à -5,4 % en 2027.

Défis à relever

Les fluctuations des prix ou de la demande internationale de la noix de cajou pourraient fortement affecter la croissance, les recettes et la balance extérieure. L'économie est également exposée à des chocs externes, notamment la hausse des prix mondiaux des denrées alimentaires et de l'énergie ainsi que les tensions géopolitiques, qui peuvent accroître les coûts d'importation, exercer une pression sur l'inflation et fragiliser la position du compte courant. L'instabilité politique persistante constitue un risque majeur en perturbant le soutien des bailleurs de fonds, en affaiblissant la confiance des investisseurs et en compliquant la mise en œuvre des politiques. De plus, le niveau élevé de la dette publique et la marge de manœuvre budgétaire limitée restreignent la capacité du gouvernement à faire face aux chocs et à maintenir les investissements publics essentiels, compte tenu notamment de la faible mobilisation des recettes intérieures. Enfin, des régimes pluviométriques défavorables auront un impact négatif sur la croissance agricole, y compris celle de la culture de la noix de cajou.





LIBÉRIA



Performance macroéconomique

L'économie du Libéria a progressé de 5,1 %, principalement portée par un rebond du secteur minier, en particulier du minerai de fer et de l'or, ainsi qu'à une expansion modérée de l'agriculture et des services, la consommation privée et les exportations de minerais soutenant la demande. L'inflation a légèrement augmenté pour s'établir en moyenne à 8,3 %, reflétant la dépréciation antérieure de la monnaie, les contraintes d'offre et les pressions sur les prix mondiaux, bien que les mesures de durcissement aient contribué à stabiliser les prix vers la fin de l'année. Les résultats budgétaires se sont améliorés grâce aux efforts d'assainissement ; le solde budgétaire global se resserrant à -1,4 % du PIB et le solde primaire affichant un léger excédent grâce à une forte mobilisation des recettes intérieures et à la maîtrise des dépenses. La dette publique a reculé pour s'établir à 54,9 % du PIB, grâce à une forte croissance économique et à la réduction du déficit budgétaire. Le compte courant a continué de s'améliorer pour s'établir à -6,1 % du PIB, principalement soutenu par les exportations de minerais.

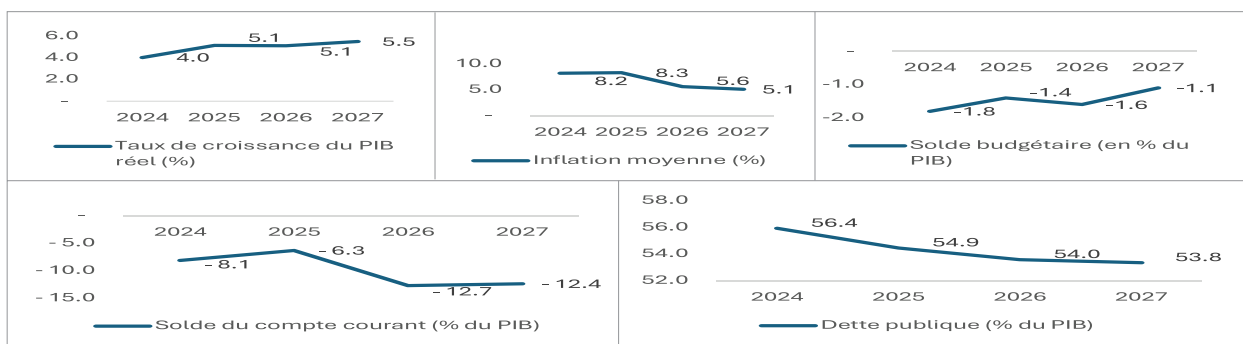
Perspectives

La croissance du PIB réel du pays devrait se stabiliser à 5,1 % en 2026 avant d'augmenter légèrement pour atteindre 5,5 % en 2027, soutenue par une expansion continue de l'exploitation de minerai de fer et d'or, ainsi que par une reprise de l'agriculture et des gains modestes dans les services et l'industrie manufacturière. L'inflation devrait reculer à 5,6 % en moyenne en 2026, puis à 5,1 % en 2027, sous l'effet d'une politique monétaire prudente et d'une meilleure stabilité des taux de change. Le solde

budgétaire devrait se détériorer légèrement pour s'établir à -1,6 % du PIB en 2026 en raison de la hausse des prix des carburants, qui nécessitera des subventions ciblées pour les bus de l'Autorité nationale des transports « National Transit Authority » et les hôpitaux essentiels. Ce déficit devrait s'atténuer pour s'établir à -1,1 % du PIB en 2027, dans l'hypothèse d'une fin rapide de la guerre au Moyen-Orient. La dette publique devrait rester globalement stable et sur une trajectoire viable, reculant à 54,0 % du PIB en 2026, puis à 53,8 % en 2027, sous réserve du maintien d'une prudence budgétaire et d'un financement concessionnel. Toutefois, le compte courant devrait se détériorer pour atteindre 12,7% du PIB en 2026, avant de s'améliorer légèrement pour atteindre 12,4% en 2027, sous l'effet d'une facture d'importation élevée dans un contexte de hausse des prix mondiaux.

Défis à relever

La forte dépendance du Libéria à l'égard du secteur minier expose la croissance, les recettes budgétaires et les recettes d'exportation aux fluctuations des prix mondiaux des matières premières. Parallèlement, la persistance d'importants déficits du compte courant et une forte dépendance à l'égard des importations, notamment de carburants, de denrées alimentaires et de biens d'équipement, rendent l'économie vulnérable aux chocs extérieurs et aux pressions sur les taux de change, en particulier dans un contexte de volatilité des prix mondiaux. En outre, des pressions inflationnistes pourraient réapparaître en raison de la dépréciation du taux de change, de contraintes du côté de l'offre ou de chocs sur les prix mondiaux des matières premières, érodant ainsi le pouvoir d'achat des ménages et la stabilité macroéconomique.



MALI



Performance macroéconomique

La croissance de l'économie malienne a ralenti pour s'établir à 4,9 % en 2025, contre 5,0 % en 2024, freinée par les perturbations des chaînes d'approvisionnement en carburant, la baisse de la production d'or et l'insécurité persistante, même si la forte production agricole et l'expansion des services ont soutenu la croissance. L'inflation moyenne a reculé à 2,3 %, reflétant une demande modérée, la stabilité monétaire régionale dans le cadre de l'UEMOA et un allègement des pressions sur les prix des denrées alimentaires. Le solde budgétaire s'est resserré pour s'établir à -1,6 % du PIB, grâce à une croissance saine des recettes par rapport aux dépenses. La dette publique s'est modérée pour s'établir à 41,9 % du PIB en 2025, grâce à une économie en croissance et à l'amélioration du solde budgétaire. Le compte courant du Mali s'est nettement amélioré pour s'établir à -0,8 % du PIB en 2025, grâce aux exportations d'or, de coton et aux nouvelles livraisons de lithium.

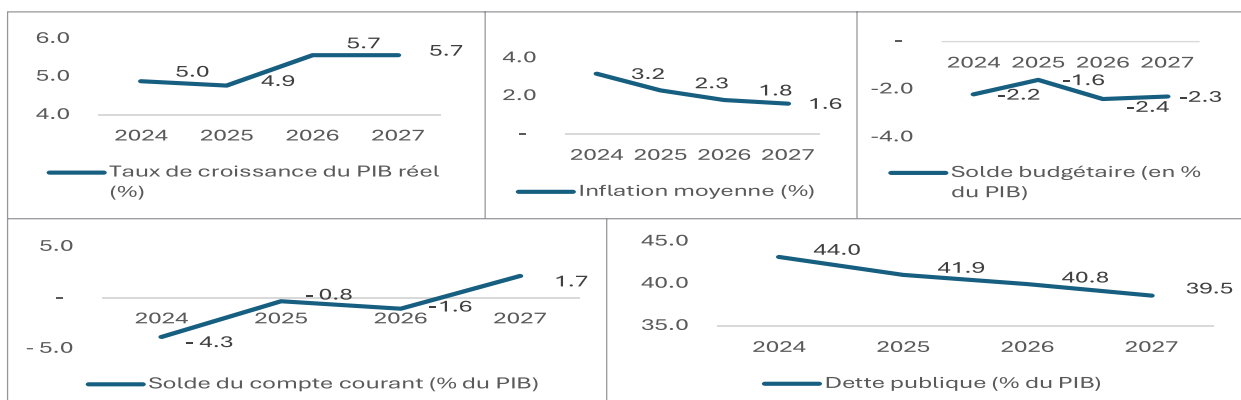
Perspectives

La croissance du PIB réel du Mali devrait rebondir pour atteindre environ 5,7 % en 2026, puis se stabiliser en 2027, soutenue par une reprise de l'exploitation aurifère, la poursuite de l'expansion du secteur agricole et l'intensification de l'extraction du lithium, bien que freinée par l'insécurité et l'incertitude politique. L'inflation devrait rester modérée, soit à 1,8 % en 2026 et 1,6 % en 2027, sous l'effet stabilisateur du cadre monétaire de l'UEMOA, de pressions modérées sur la demande et de l'amélioration de la production agricole. Le solde

budgétaire devrait se dégrader pour atteindre -2,4 % du PIB en 2026 avant de s'améliorer légèrement et atteindre -2,3 % en 2027. La dette publique devrait rester globalement stable, diminuant progressivement pour atteindre 40,8 % du PIB en 2026, puis 39,5 % en 2027, principalement grâce à la reprise de la croissance. Le compte courant devrait se détériorer pour atteindre -1,6 % du PIB en 2026, avant de s'améliorer pour atteindre 1,7 % en 2027, principalement en raison de l'impact des prix élevés des carburants en 2026.

Défis à relever

L'insécurité et les conflits persistants, en particulier dans les régions du nord et du centre, qui continuent de perturber les corridors de transport, d'augmenter les coûts logistiques, de dissuader les investissements privés et d'affaiblir l'activité économique globale. L'incertitude politique et stratégique, notamment les défis en matière de gouvernance, l'évolution des cadres réglementaires et les relations tendues avec les partenaires régionaux et internationaux, pourrait miner la confiance des investisseurs et retarder les décisions d'investissement. Le Mali demeure également très vulnérable aux chocs climatiques, tels que les inondations et les précipitations irrégulières, qui menacent la production agricole, la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance ruraux dans une économie largement dépendante des précipitations. Enfin, le recul de l'aide étrangère et le durcissement des conditions de financement extérieur posent des risques importants, car le pays dépend fortement des financements concessionnels pour soutenir ses opérations budgétaires et ses dépenses de développement.





NIGER



Performance macroéconomique

La croissance du PIB réel du Niger a ralenti pour s'établir à 6,9 % en 2025, contre 10,3 % en 2024, malgré une augmentation de la production et des exportations de pétrole brut, complétée par une activité agricole résiliente. L'inflation a fortement reculé pour s'établir en moyenne à environ -4,6 %, contre 9,1 % en 2024, reflétant l'amélioration des conditions d'approvisionnement alimentaire et l'atténuation des pressions sur les prix à la suite des chocs antérieurs. Le solde budgétaire s'est resserré à -3,3 % du PIB en 2025, soutenu par des recettes pétrolières plus élevées, une gestion prudente des dépenses et la normalisation progressive de l'activité économique après les sanctions. La dette publique s'est améliorée pour s'établir à 45,4 % du PIB en 2025, traduisant à la fois une meilleure performance des recettes et une politique d'emprunt rigoureuse. Le déficit du compte courant s'est réduit à environ 5,0 % du PIB, sous l'effet de la hausse des exportations de pétrole qui a compensé les besoins élevés en importations liés à l'investissement et à la consommation.

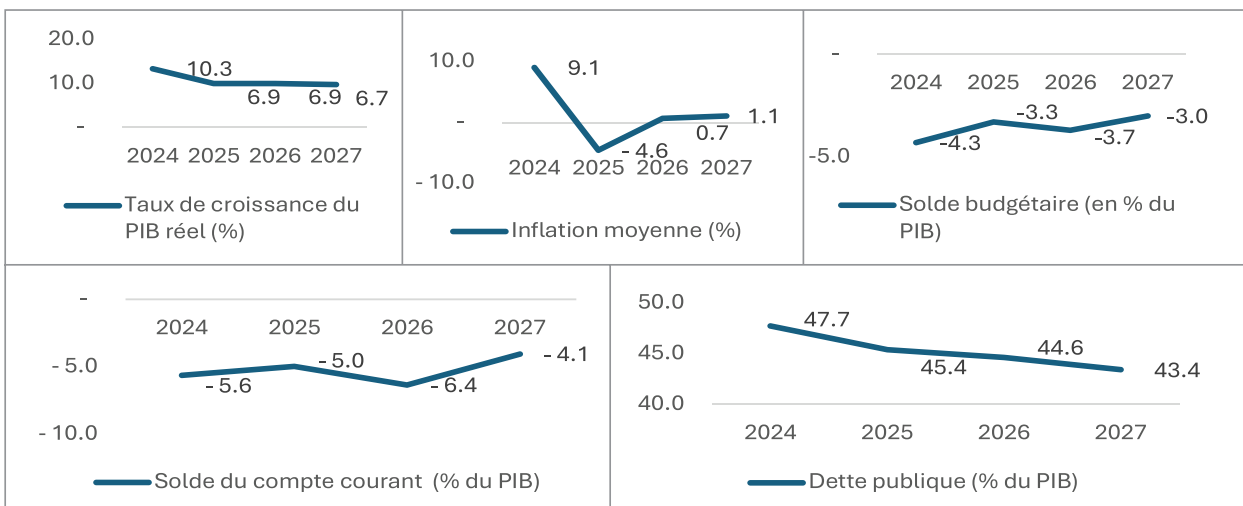
Perspectives

La croissance du PIB réel devrait se stabiliser à 6,9 % en 2026, avant de reculer à 6,7 % en 2027, principalement sous l'effet de l'augmentation de la production pétrolière et du soutien continu apporté par l'agriculture et les services. L'inflation moyenne devrait rester très faible, à 0,7 % en 2026, avant de

remonter légèrement à 1,1 % grâce à la bonne tenue de la production agricole et à l'effet d'ancrage du cadre monétaire de l'UEMOA. Le solde budgétaire devrait se creuser pour atteindre -3,7 % du PIB en 2026, avant de se résorber et atteindre -3,0 % en 2027 ; les autorités étant confrontées à une réduction des financements extérieurs, à des pressions sur les dépenses liées à la sécurité et à la nécessité de réaliser des investissements publics malgré la hausse des recettes pétrolières. La dette publique devrait s'atténuer pour s'établir à 44,6 % du PIB en 2026, puis reculer encore à 43,4 % en 2027. Le compte courant devrait augmenter pour atteindre -6,4 % du PIB en 2026, avant de se résorber et s'établir à -4,1 % en 2027.

Défis à relever

La forte dépendance du Niger à l'égard du secteur pétrolier l'expose fortement aux fluctuations des cours mondiaux du pétrole, aux perturbations opérationnelles (notamment les tensions liées aux oléoducs avec le Bénin voisin) et aux défis de gouvernance en matière de gestion des ressources. Le Niger est confronté à une insécurité persistante et à une incertitude politique, qui perturbent l'activité économique, découragent les investissements et accentuent les pressions budgétaires en raison des dépenses de sécurité. En outre, la dépendance du pays à l'égard des financements extérieurs pourrait être limitée par l'évolution de la situation géopolitique et la réduction des flux d'aide.



NIGÉRIA



Performance macroéconomique

La croissance du PIB réel du Nigeria a légèrement ralenti pour s'établir à 4,0 % en 2025, grâce à la reprise de la production pétrolière, à l'amélioration des capacités de raffinage nationales et à la forte expansion des secteurs des services et des secteurs non pétroliers. L'inflation moyenne a ralenti pour s'établir à 23,0 %, reflétant l'atténuation des pressions sur les prix des denrées alimentaires et un durcissement de la politique monétaire. Le solde budgétaire s'est légèrement détérioré pour atteindre -1,8 % du PIB, la croissance des dépenses (15,5 %) ayant dépassé celle des recettes (9,7 %). La dette publique a diminué à 35,5 % du PIB, bien que les pressions liées au service de la dette soient restées élevées en raison de la faiblesse de la mobilisation des recettes. Le compte courant du Nigeria est resté excédentaire, bien qu'il ait reculé à 5,1 % du PIB en 2025, soutenu par la hausse des exportations de pétrole, la réduction de la facture des importations de carburant grâce au raffinage national et l'augmentation des exportations non pétrolières.

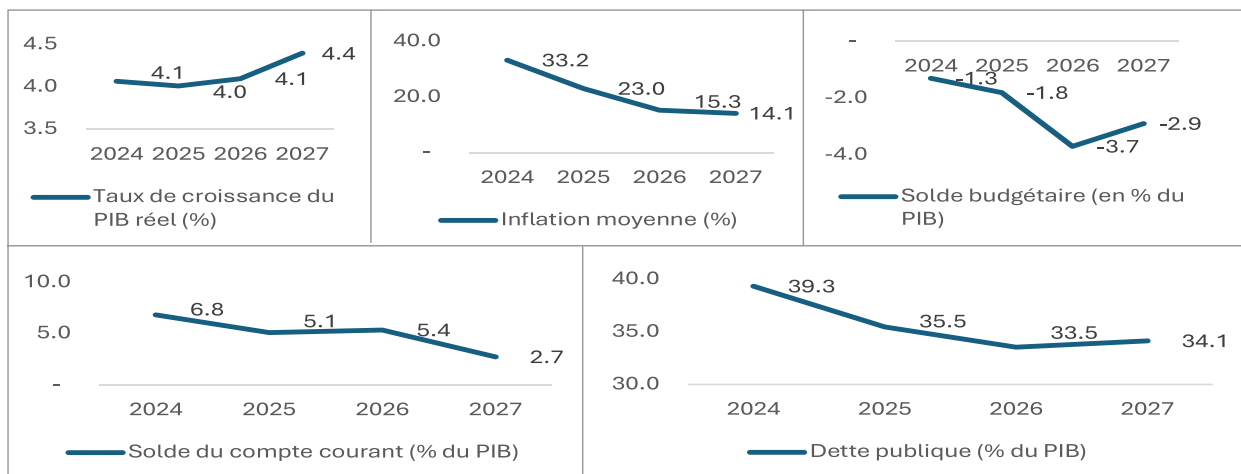
Perspectives

L'économie du Nigeria devrait croître et atteindre 4,1 % et 4,4 % respectivement en 2026 et 2027, soutenue par de grandes réformes, une production pétrolière plus élevée, une capacité de raffinage nationale accrue et une expansion continue des secteurs des services et des secteurs non pétroliers. L'inflation devrait ralentir de manière significative, mais rester élevée, tombant à une moyenne de 15,3 % en 2026,

puis à 14,1 % en 2027, grâce à un durcissement de la politique monétaire, à la stabilisation du taux de change et à l'atténuation progressive des contraintes d'approvisionnement. La situation budgétaire devrait se détériorer pour atteindre -3,7 % du PIB, sous l'effet de la hausse des prix intérieurs et locaux, malgré les réformes des subventions et l'amélioration des recettes pétrolières. La dette publique devrait reculer et atteindre 33,5 % du PIB en 2026, avant de remonter légèrement à 34,1 % en 2027. Le compte courant devrait s'améliorer pour atteindre 5,4 % du PIB en 2026, avant de se réduire à 2,7 % en 2027, grâce à la hausse des exportations de pétrole, à la baisse des importations de carburant due au raffinage local et à la croissance des exportations non pétrolières.

Défis à relever

La dépendance persistante du Nigeria vis-à-vis des recettes pétrolières expose ses finances publiques, ses recettes d'exportation et sa croissance globale à la volatilité des prix mondiaux du pétrole et aux perturbations de la production. La guerre au Moyen-Orient risque de maintenir l'inflation à un niveau élevé au Nigeria, en plus des goulets d'étranglement structurels de l'offre, de l'insécurité alimentaire et des pressions sur le taux de change. Les risques budgétaires persistent également, car la faible mobilisation des recettes et le lourd fardeau du service de la dette restreignent la marge de manœuvre budgétaire et limitent la capacité du gouvernement à soutenir les investissements et les dépenses sociales, malgré les réformes en cours.





SÉNÉGAL



Performance macroéconomique

L'économie sénégalaise a enregistré une forte croissance de 7,9 %, soutenue par l'expansion de la production pétrolière et gazière, un rebond de l'agriculture et une forte activité dans les secteurs de la construction et des services. L'inflation moyenne est restée modérée, dans la fourchette de l'UEMOA, bien qu'elle ait augmenté pour s'établir à 1,4 % en 2025, contre 0,8 % en 2024. Le solde budgétaire est resté élevé, mais s'est amélioré pour s'établir à -7,9 % du PIB sur la période, contre -13,4 % en 2024, à la faveur d'une hausse des recettes de 14,5 % et d'un recul des dépenses de 5,8 %. La dette publique a légèrement diminué pour s'établir à 130,2 % du PIB, contre 132,4 % en 2024, grâce à la forte croissance du PIB, tandis que le compte courant s'est réduit pour s'établir à -5,6 % du PIB, contre -11,3 % en 2024, traduisant la hausse des recettes d'exportation liée à la nouvelle production de pétrole et de gaz, partiellement compensée par la demande persistante d'importations de biens d'équipement.

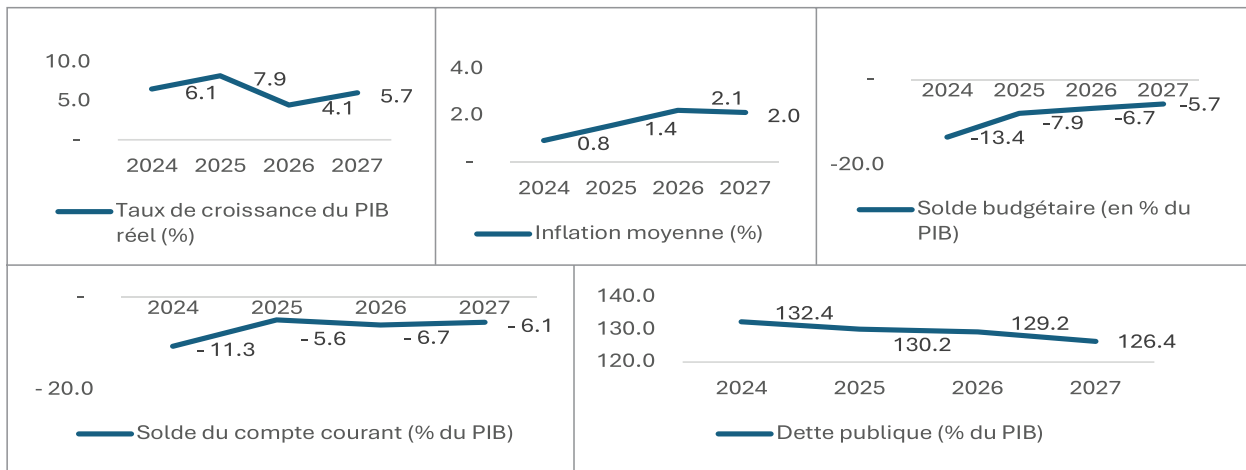
Perspectives

L'économie sénégalaise devrait ralentir pour atteindre une croissance de 4,1 % en 2026, reflétant une normalisation après l'essor initial lié à la production de pétrole et de gaz, ainsi que l'impact de politiques macroéconomiques plus restrictives et d'un endettement élevé. L'économie rebondira pour atteindre une croissance de 5,7 % en 2027. L'inflation moyenne devrait augmenter pour atteindre 2,1 % en 2026, sous l'ancre du cadre monétaire

de l'UEMOA, malgré des pressions sur les prix, avant de reculer légèrement à 2,0 % en 2027. Le solde budgétaire devrait poursuivre sa tendance à la baisse, conformément aux efforts visant à contenir l'accumulation de nouvelle dette, pour s'établir respectivement à -6,7 % du PIB en 2026 et à -5,7 % en 2027. La dette publique continuera également de baisser légèrement pour s'établir à 129,2 % du PIB en 2026, puis à 126,4 % en 2027. Le compte courant devrait se détériorer pour atteindre -6,7 % du PIB en 2026, avant de se resserrer à -6,1 % en 2027.

Défis à relever

Le poids très élevé de la dette publique du Sénégal restreint la marge de manœuvre budgétaire et impose des mesures d'assainissement difficiles, susceptibles de freiner l'activité économique. Des déficits budgétaires importants pourraient limiter les investissements publics et les dépenses sociales, avec des effets potentiels sur la croissance et le bien-être. En outre, le pays demeure vulnérable à d'importants déficits du compte courant et à sa dépendance vis-à-vis des financements extérieurs, en raison de la persistance de la demande d'importations, notamment de biens d'équipement, malgré la hausse des exportations d'hydrocarbures. Par ailleurs, l'économie est exposée à la volatilité des prix des matières premières et à l'incertitude entourant la production de pétrole et de gaz, tout retard ou toute production inférieure aux prévisions pouvant affecter de manière significative les recettes fiscales et les recettes d'exportation.



SIERRA LÉONE



Performance macroéconomique

Le PIB réel de la Sierra Leone a connu une croissance modérée de 4,4 %, principalement grâce à la bonne tenue de l'agriculture (notamment dans le cadre de l'initiative Feed Salone), les services tels que le commerce, et une activité minière, certes inégale, mais toujours présente; les investissements privés et la consommation des ménages contribuant également du côté de la demande. L'inflation moyenne a fortement reculé, passant de 28,4 % à 7,6 %, ce qui témoigne du durcissement de la politique monétaire, de la stabilisation du taux de change et de l'amélioration des conditions d'approvisionnement alimentaire sur le marché intérieur. Le solde budgétaire s'est amélioré de 100 points de base pour s'établir à -4,2 % du PIB en 2025, soutenu par la maîtrise des dépenses et les réformes en cours visant à renforcer la gestion des finances publiques, le ratio dette/PIB ayant reculé pour atteindre 45,2 % sur la période. Le compte courant s'est nettement amélioré pour s'établir à 5,1 % du PIB, financée par des dons et les recettes d'exportation de minerais.

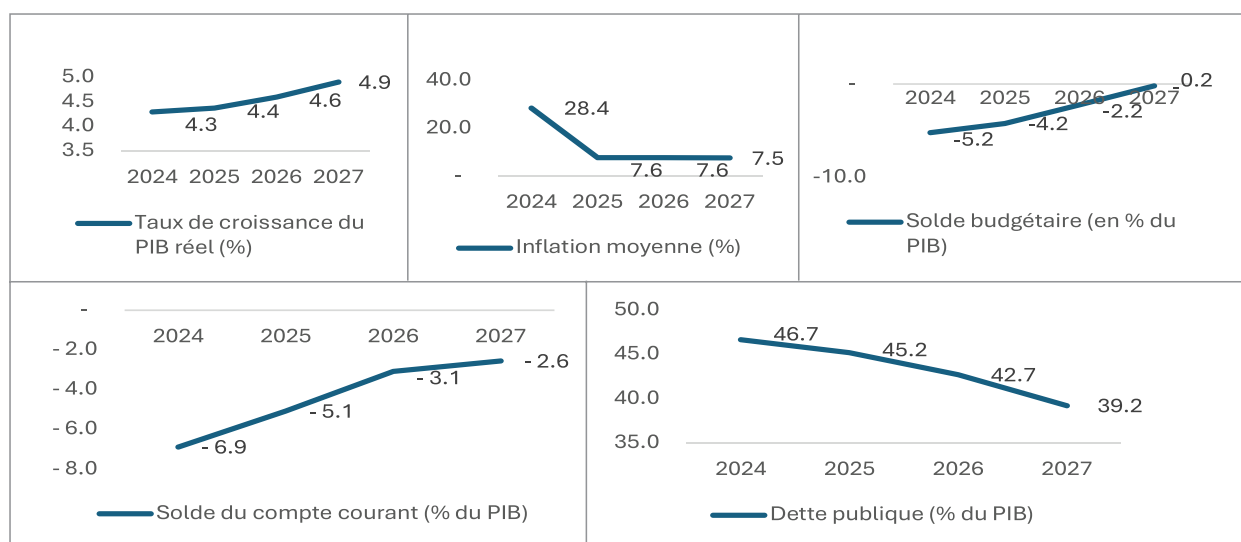
Perspectives

En 2026, l'économie de la Sierra Leone devrait croître de 4,6 %, puis de 4,9 % en 2027, portée par la poursuite de l'expansion agricole, la reprise des services et un redémarrage progressif de l'activité minière. L'inflation moyenne devrait se stabiliser à 7,6 % en 2026, avant de reculer légèrement à 7,5 % en

2027, se maintenant ainsi fermement à un chiffre. Le solde budgétaire devrait continuer à se réduire pour atteindre -2,2 % du PIB en 2026, puis -0,2 % en 2027, grâce à l'amélioration de la mobilisation des recettes et au maintien de la discipline budgétaire. La dette publique continuera de se réduire pour s'établir à 42,7 % du PIB en 2026, puis à 39,2 % en 2027, grâce à l'ajustement budgétaire et à la croissance, tandis que le compte courant s'améliorera pour s'établir à -3,1 % du PIB en 2026 et à -2,6 % en 2027.

Défis à relever

La Sierra Leone demeure fortement vulnérable aux chocs externes, en particulier aux fluctuations des prix mondiaux des matières premières, compte tenu de sa dépendance aux exportations minières telles que le minerai de fer et les diamants, lesquelles peuvent affecter les recettes budgétaires, les recettes d'exportation et la croissance globale. Bien que l'inflation ait reculé, la stabilité macroéconomique reste fragile, avec des risques persistants de pressions sur le taux de change et de nouvelles hausses de prix susceptibles d'éroder les gains en termes de pouvoir d'achat et de réduction de la pauvreté. En outre, la Sierra Leone est fortement exposée aux risques liés au climat, notamment aux précipitations irrégulières et aux phénomènes météorologiques extrêmes, qui peuvent perturber la production agricole et la sécurité alimentaire dans une économie largement tributaire d'une agriculture de subsistance.





TOGO



Performance macroéconomique

La croissance du PIB réel du Togo a ralenti pour s'établir à 5,9 % en 2025, soutenue par l'investissement privé, la consommation des ménages et de solides performances de l'industrie et de l'agriculture. L'inflation moyenne a ralenti pour s'établir à 0,4 %, contre 2,9 % en 2024, bénéficiant de la baisse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie ainsi que de la stabilité offerte par le cadre monétaire de l'UEMOA. Le solde budgétaire s'est nettement amélioré, passant de -6,8 % du PIB en 2024 à -3,2 % en 2025, principalement en raison d'une baisse significative des dépenses globales. La dette publique s'est réduite à 63,0 % du PIB, grâce à l'ajustement budgétaire et à l'amélioration de la gestion de la dette dans le cadre du programme soutenu par le FMI. Le compte courant s'est resserré à -1,0 % du PIB, traduisant l'amélioration des recettes d'exportation.

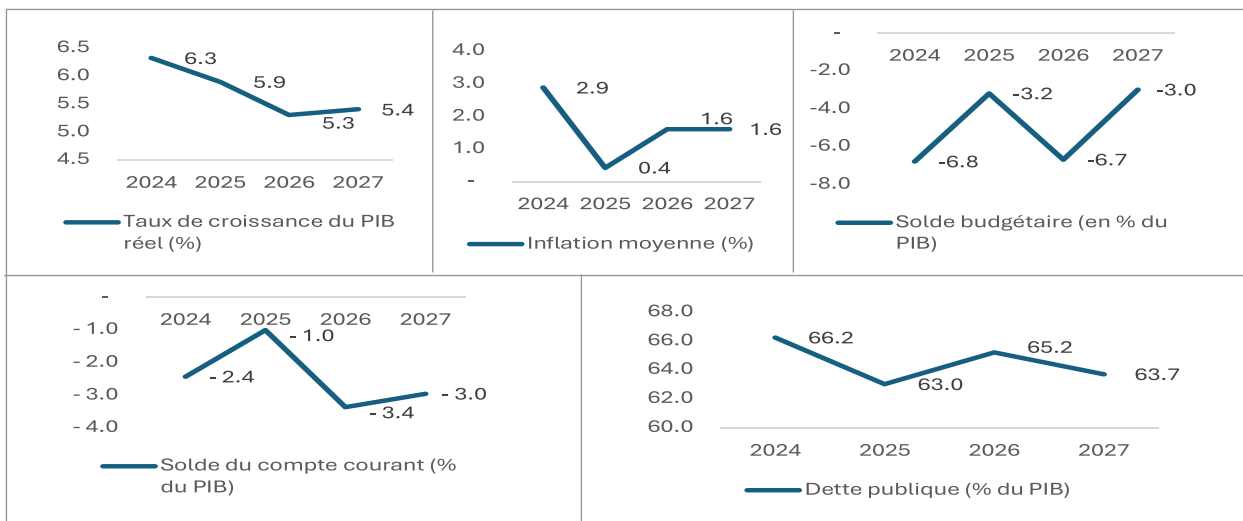
Perspectives

La croissance économique du Togo devrait légèrement ralentir pour s'établir à 5,3 % en 2026, avant de se renforcer légèrement pour atteindre 5,4 % en 2027, soutenue par la poursuite des réformes structurelles, les investissements privés et l'expansion régulière des secteurs des services et de l'agriculture. L'inflation devrait légèrement augmenter pour atteindre 1,6 % en 2026 et 2027 en raison des prix élevés attendus de l'énergie et des denrées

alimentaires. Le solde budgétaire devrait se creuser pour atteindre -6,7 % du PIB en 2026, avant de se resserrer à -3,0 % en 2027. La détérioration du déficit en 2026 reflète principalement les subventions sur les prix des carburants et la hausse des prix au cours de cette période. La dette publique devrait augmenter pour atteindre 65,2 % du PIB en 2026, en réponse à la détérioration du déficit budgétaire, avant de se réduire à 63,7 % en 2027. Le compte courant devrait se détériorer pour atteindre -3,4 % du PIB en 2026, avant de s'améliorer pour s'établir à -3,0 % en 2027, porté par une demande d'importations persistante liée à l'investissement et à la consommation, malgré une performance stable des exportations.

Défis à relever

Le Togo est exposé à des chocs externes, notamment liés à l'affaiblissement de la demande mondiale et aux tensions géopolitiques, qui peuvent affecter les exportations, les flux d'investissement et la dynamique économique globale. En outre, les risques sécuritaires régionaux, en particulier les répercussions de l'instabilité au Sahel, pourraient perturber les corridors commerciaux, accroître les dépenses liées à la sécurité et dissuader les investissements privés. La dette publique demeure élevée et les risques de refinancement persistent, notamment en raison du recours à des financements nationaux et régionaux relativement courts, ce qui pourrait accroître la vulnérabilité à un durcissement des conditions financières.



ANNEXES



Annexe 1 : Blocs sous-régionaux de l'Afrique de l'Ouest

Afrique de l'Ouest	CEDEAO	Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)	Zone monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO)	ZMAO+	AES
Bénin	Bénin	Bénin	Gambie	États membres de la ZMAO	Burkina Faso
Burkina Faso	Cabo Verde	Burkina Faso	Ghana	Cabo Verde	Mali
Cabo Verde	Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	Guinée		Niger
Côte d'Ivoire	Gambie	Guinée-Bissau	Libéria		
Gambie	Ghana	Mali	Nigeria		
Ghana	Guinée	Niger	Sierra Leone		
Guinée	Guinée-Bissau	Sénégal			
Guinée-Bissau	Libéria	Togo			
Libéria	Nigeria				
Mali	Sénégal				
Niger	Sierra Leone				
Nigeria	Togo				
Sénégal					
Sierra Leone					
Togo					

Annexe 2 : Croissance du PIB réel et inflation moyenne

Pays	2023	2024	2025	2026	2027	2023	2024	2025	2026	2027
	Croissance du PIB réel (%)					Inflation moyenne (%)				
Bénin	6,4	7,5	7,5	7,1	6,5	2,7	1,2	1,1	1,7	1,5
Burkina Faso	3,0	4,8	5,0	5,0	5,1	0,9	4,2	-0,5	1,9	1,9
Cabo Verde	4,8	7,2	5,5	4,8	5,1	3,7	1,1	2,3	2,1	1,9
Côte d'Ivoire	6,6	6,0	6,5	6,3	6,3	4,4	3,4	0,1	1,9	1,7
Gambie	5,9	5,6	6,0	5,2	5,4	17,0	11,6	7,9	5,5	5,2
Ghana	3,1	5,8	6,0	5,1	5,3	39,2	22,9	14,2	4,3	4,1
Guinée	6,2	6,1	6,7	8,7	9,1	5,4	4,5	3,1	4,3	4,1
Guinée-Bissau	5,2	4,8	5,5	4,8	5,0	7,2	3,7	0,9	1,9	1,7
Libéria	4,6	4,0	5,1	5,1	5,5	10,1	8,2	8,3	5,6	5,1
Mali	4,7	5,0	4,9	5,7	5,7	2,1	3,2	2,3	1,8	1,6
Niger	2,4	10,3	6,9	6,9	6,7	3,7	9,1	-4,6	0,7	1,1
Nigeria	3,3	4,1	4,0	4,1	4,4	24,7	33,2	23,0	15,3	14,1
Sénégal	4,3	6,1	7,9	4,1	5,7	5,9	0,8	1,4	2,1	2,0
Sierra Leone	5,7	4,3	4,4	4,6	4,9	47,7	28,4	7,6	7,6	7,5
Togo	6,2	6,3	5,9	5,3	5,4	5,3	2,9	0,4	1,6	1,6
Afrique de l'Ouest	3,8	4,7	4,8	4,7	4,9	21,4	25,3	16,8	11,1	10,2
CEDEAO	3,8	4,6	4,7	4,6	4,9	22,7	26,7	18,0	11,8	10,8
UEMOA	5,2	6,3	6,4	5,8	6,0	3,8	3,3	0,2	1,8	1,7
ZMAO+	3,4	4,3	4,3	4,4	4,7	25,9	31,0	21,1	13,5	12,5
AES	3,5	6,4	5,5	5,8	5,8	2,1	5,1	-0,5	1,5	1,6

Source : Perspectives de développement en Afrique de l'Ouest



Annexe 3 : Évolution du Solde budgétaire et de la dette publique

Pays	2023	2024	2025	2026	2027	2023	2024	2025	2026	2027
	Solde budgétaire (% du PIB)					Dette publique (% du PIB)				
Bénin	-4,1	-3,1	-2,9	-3,1	-2,9	61,3	60,5	57,3	56,9	55,1
Burkina Faso	-6,9	-5,8	-3,5	-3,6	-3,0	56,8	57,2	52,0	49,0	47,6
Cabo Verde	-0,3	-1,1	1,1	-0,9	0,0	117,5	112,8	101,0	96,2	91,5
Côte d'Ivoire	-5,1	-4,0	-3,0	-3,1	-3,0	56,7	59,5	56,3	54,8	53,3
Gambie	-3,6	-4,0	-2,9	-1,5	-0,4	77,4	78,5	73,9	66,9	60,8
Ghana	-3,4	-6,2	-1,3	-2,1	-1,8	79,1	70,3	48,8	48,1	45,7
Guinée	-3,9	-5,0	-7,0	-5,0	-4,2	39,8	48,3	48,1	44,1	40,5
Guinée-Bissau	-8,2	-7,3	-6,7	-4,0	-3,5	79,4	82,4	75,3	73,5	71,7
Libéria	-8,5	-1,8	-1,4	-1,6	-1,1	57,2	56,4	54,9	54,0	53,8
Mali	-3,0	-2,2	-1,6	-2,4	-2,3	44,3	44,0	41,9	40,8	39,5
Niger	-5,4	-4,3	-3,3	-3,7	-3,0	51,8	47,7	45,4	44,6	43,4
Nigeria	-3,1	-1,3	-1,8	-3,7	-2,9	36,3	39,3	35,5	33,5	34,1
Sénégal	-14,8	-13,4	-7,9	-6,7	-5,7	118,4	132,4	130,2	129,2	126,4
Sierra Leone	-5,0	-5,2	-4,2	-2,2	-0,2	49,4	46,7	45,2	42,7	39,2
Togo	-6,3	-6,8	-3,2	-6,7	-3,0	64,1	66,2	63,0	65,2	63,7
Afrique de l'Ouest	-4,0	-3,7	-2,6	-3,5	-2,9	48,5	55,3	49,3	45,9	45,0
CEDEAO	-3,8	-2,6	-2,2	-3,6	-2,9	46,0	48,3	43,2	41,4	41,2
UEMOA	-6,5	-5,4	-3,7	-3,8	-3,3	64,7	67,5	64,6	63,1	61,1
ZMAO+	-3,2	-2,0	-1,9	-3,5	-2,8	41,6	43,5	37,8	36,0	36,0
AES	-4,9	-4,0	-2,7	-3,2	-2,7	50,5	49,4	46,2	44,6	43,2

Source : Perspectives de développement en Afrique de l'Ouest

Annexe 4 : Évolution du compte courant

Pays	2023	2024	2025	2026	2027
	Solde du compte courant (% du PIB)				
Bénin	-8,2	-6,0	-5,7	-5,2	-5,1
Burkina Faso	-5,1	-3,5	6,7	9,1	9,1
Cabo Verde	-2,8	3,9	3,6	-0,4	-1,3
Côte d'Ivoire	-8,0	-4,5	-1,1	-1,1	-3,3
Gambie	-5,4	-6,5	-5,0	-5,3	-4,7
Ghana	-0,8	1,8	7,9	10,7	10,0
Guinée	-9,7	-14,7	-22,3	-3,6	0,1
Guinée-Bissau	-8,6	-7,4	-6,2	-6,7	-5,4
Libéria	-20,1	-8,1	-6,3	-12,7	-12,4
Mali	-6,5	-4,3	-0,8	-1,6	1,7
Niger	-13,9	-5,6	-5,0	-6,4	-4,1
Nigeria	1,3	6,8	5,1	5,4	2,7
Sénégal	-19,8	-11,3	-5,6	-6,7	-6,1
Sierra Leone	-9,5	-6,9	-5,1	-3,1	-2,6
Togo	-3,8	-2,4	-1,0	-3,4	-3,0
Afrique de l'Ouest	-2,2	0,3	1,8	3,2	1,8
CEDEAO	-1,7	0,9	2,0	3,4	1,8
UEMOA	-9,6	-5,5	-1,7	-1,8	-1,9
ZMAO+	0,3	3,8	3,8	5,6	3,7
AES	-8,0	-4,4	0,6	0,9	2,7

Source : Perspectives de développement en Afrique de l'Ouest



Annexe 5 : Répartition du chômage en Afrique de l'Ouest

Blocs	Pays	2024	2025	2026	2027
Afrique de l'Ouest		5,58	5,60	6,02	6,27
	Bénin	0,11	0,11	0,11	0,11
	Cabo Verde	0,03	0,03	0,03	0,03
	Côte d'Ivoire	0,29	0,30	0,32	0,33
	Gambie	0,05	0,05	0,06	0,06
	Ghana	0,37	0,39	0,42	0,43
	Guinée	0,24	0,24	0,25	0,25
	Guinée-Bissau	0,02	0,02	0,03	0,03
	Libéria	0,08	0,08	0,08	0,08
	Nigeria	3,45	3,57	3,72	3,91
	Sénégal	0,17	0,17	0,17	0,18
	Sierra Leone	0,09	0,09	0,10	0,10
	Togo	0,06	0,07	0,07	0,08
CEDEAO		4,94	5,13	5,34	5,58
	Bénin	0,11	0,11	0,11	0,11
	Burkina Faso	0,33	0,17	0,36	0,37
	Côte d'Ivoire	0,29	0,30	0,32	0,33
	Guinée-Bissau	0,02	0,02	0,03	0,03
	Mali	0,26	0,26	0,26	0,26
	Niger	0,04	0,05	0,05	0,05
	Sénégal	0,17	0,17	0,17	0,18
	Togo	0,06	0,07	0,07	0,08
UEMOA		1,28	1,14	1,37	1,42
	Cabo Verde	0,03	0,03	0,03	0,03
	Gambie	0,05	0,05	0,06	0,06
	Ghana	0,37	0,39	0,42	0,43
	Guinée	0,24	0,24	0,25	0,25
	Libéria	0,08	0,08	0,08	0,08
	Nigeria	3,45	3,57	3,72	3,91
	Sierra Leone	0,09	0,09	0,10	0,10
ZMAO+		4,30	4,46	4,64	4,85
	Burkina Faso	0,33	0,17	0,36	0,37
	Mali	0,26	0,26	0,26	0,26
	Niger	0,04	0,05	0,05	0,05
AES		0,63	0,47	0,67	0,69

Source : Données établies par le personnel de la BIDC, sur la base des estimations modélisées de l'OIT

Annexe 6 : Croissance de la productivité du travail

Blocs	Pays	2024	2025	2026	2027
Croissance en Afrique de l'Ouest		1,70	1,60	1,90	1,80
CEDEAO	Bénin	4,3	3,8	3,5	3,4
	Cabo Verde	5,7	3,6	3,3	3,4
	Côte d'Ivoire	2,8	3,2	3,3	3,5
	Gambie	2,2	2,9	2,1	2,0
	Ghana	3,1	2,6	3,2	3,1
	Guinée	3,0	4,5	7,6	7,8
	Guinée-Bissau	1,8	2,0	2,0	2,0
	Libéria	1,1	1,7	2,5	2,5
	Nigeria	1,1	1,0	1,4	1,2
	Sénégal	3,3	2,4	- 0,2	0,2
	Sierra Leone	1,6	2,0	2,5	2,3
	Togo	2,4	2,5	2,8	2,8
Croissance de la CEDEAO		1,6	1,6	1,9	1,8
UEMOA	Bénin	4,3	3,8	3,5	3,4
	Burkina Faso	2,9	0,7	1,5	1,5
	Côte d'Ivoire	2,8	3,2	3,3	3,5
	Guinée-Bissau	1,8	2,0	2,0	2,0
	Mali	1,1	1,5	1,9	1,7
	Niger	6,0	2,3	2,5	2,4
	Sénégal	3,3	2,4	-0,2	0,2
	Togo	2,4	2,5	2,8	2,8
Croissance de l'UEMOA		2,6	2,5	2,3	2,4
ZMAO+	Cabo Verde	5,7	3,6	3,3	3,4
	Gambie	2,2	2,9	2,1	2,0
	Ghana	3,1	2,6	3,2	3,1
	Guinée	3,0	4,5	7,6	7,8
	Libéria	1,1	1,7	2,5	2,5
	Nigeria	1,1	1,0	1,4	1,2
	Sierra Leone	1,6	2,0	2,5	2,3
Croissance de la ZMAO+		1,4	1,3	1,8	1,6
AES	Burkina Faso	2,9	0,7	1,5	1,5
	Mali	1,1	1,5	1,9	1,7
	Niger	6,0	2,3	2,5	2,4
Croissance de l'AES		3,0	1,5	1,9	1,8

Source : Données établies par le personnel de la BIDC, sur la base des estimations modélisées de l'OIT



2026

Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC)

© 128, Boulevard du 13 Janvier. B.P. 2704 Lomé – Togo

☎ +228 22 21 68 64 ☎ +228 22 21 86 84

✉ bidc@bidc-ebid.org 🌐 www.bidc-ebid.org

